

T 2137 - 763 - 10,00 F



hebdo

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°763 JEUDI 5 OCTOBRE 1989 10,00 F



**BUDGET 1990 :**

*Un Rocard,  
sinon rien !*



**Les patrons sont servis !**

F°P. 2520

# communiqués éditions

• **MARSEILLE.**  
Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• **NANTES.**  
Vous pouvez retrouver les militants du groupe de Nantes tous les samedis, de 11 h 30 à 12 h 30, sur le marché Talencac lors de la diffusion du « Monde libertaire ». De même, l'émission du groupe sur Radio Alternante (97.5 MHz), « Magazine libertaire », continue de plus bel le samedi de 12 h à 13 h. Enfin, le groupe rappelle qu'il est toujours possible de se procurer son journal, « Le Farfadet », (n° 6/7) au prix de 10 F port compris à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », Radio Alternante, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• **AURILLAC.**  
Une liaison existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• **VAL-D'YERRES.**  
Le groupe du Val-d'Yerres vend le « Monde libertaire » tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30, à la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Ses membres vous invitent à venir les rencontrer.

• **BORDEAUX.**  
Le groupe Edma-Goldman reprend ses permanences, tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local du 7 rue du Muguet à Bordeaux. Aux mêmes horaires, ouverture de l'athénée libertaire (livres, revues, journaux, posters, etc.). D'autre part, nous continuons à participer aux émissions de radio suivantes, sur la Clé des ondes (95.3 MHz) : « On a faim », musique anarcho-punk, tous les vendredis, de 21 h à 22 h ; et « Prisons », un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30.

• **LYON.**  
Le groupe Galina-Makhno de Lyon tient des permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 19 h à 20 h 30, au CEP, 44, rue Saint-Georges, Lyon V°. Vous pouvez aussi contacter le groupe en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• **ANNECY.**  
Nous informons l'ensemble des anarchistes, des libertaires et des anarcho-syndicalistes de Haute-Savoie qu'une liaison de la Fédération anarchiste existe sur Annecy. Nous demandons aux personnes intéressées de prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

• **TOULON.**  
Le groupe Région toulonnaise diffuse des brochures : étoile noire, étoile rouge et rouge, deux mains brisant un fusil au prix de 8 F 50 l'unité à partir de sept exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre de NAPPI, à adresser à : CESL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• **TOULON.**  
Le groupe Région toulonnaise tient ses permanences tous les samedis de 15 h à 18 h au Cercle Jean-Rostand, rue Montébello, derrière la gare de Toulon.

• **ROUEN.**  
Le groupe de Rouen diffuse pour ses sympathisants le film « Histoire du mouvement anarcho-syndicaliste », le samedi 21 octobre à 14 h à son local : CES, 64, rue Beauvoisine, Rouen.

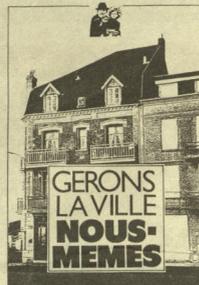
• **DIJON.**  
Le groupe de Dijon vous annonce la sortie du n° 3 de « La Mistouffe », journal local d'expression libertaire. Toujours gratuit et disponible (contre 2,20 F en timbre, ou plus en soutien) à notre local : 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

• **SAINT-ETIENNE.**  
Après la « pause » de l'été, l'émission « Rouge et noir-Tribune libertaire » est à nouveau diffusée sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz) les vendredis de 13 h à 14 h 30. Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient une permanence tous les jeudis, à partir de 18 h 30, salle 15 bis, CNT-AIT-Libre Pensée, à la Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• **LILLE.**  
Le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux a réouvert ses portes le samedi 2 septembre au 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille (métro Fives). Les permanences pour cette année sont : jeudi soir de 19 h à 20 h et le samedi après-midi de 15 h à 19 h. Une librairie, une bibliothèque, une cassetothèque, une vidéothèque, des pochoirs, des affiches, des posters... des conférences ; c'est cela le Centre culturel libertaire lillois ! Pour tous renseignements : un téléphone (20.47.62.65) et une adresse (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille). « La voix sans maître », une émission du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux, vous donne rendez-vous tous les vendredis soir de 19 h 30 à 21 h.

• « GÉRONS LA VILLE NOUS-MÊMES ».

Qu'est-ce qu'une commune aujourd'hui ? Les habitants peuvent-ils agir ou vaut-il mieux laisser les mains libres à des spécialistes ? Cette brochure apporte quelques éléments concrets de réponse sur un sujet qui nous concerne tous. Cette brochure, qui a été réalisée à partir d'articles parus dans le « Monde libertaire », est vendue 15 F en soutien au « Monde libertaire » à la librairie du Monde libertaire.



• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 61.

Le numéro 61 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



## éditions

• « TERREUR ET DICTATURE JACOBINE ».

Le pouvoir jacobin, et plus particulièrement la période de la Terreur, a été largement analysé voire galvaudé. Contre-révolutionnaires, libéraux, marxistes mettent en valeur telle ou telle facette pour condamner ou justifier la dictature. Aucun ne pose le problème du rapport entre gouvernement et liberté (en retard sur ce point de deux cents ans sur l'Enragé Jean-François Varlet). Cette brochure se propose de combler cette lacune. Vous pouvez vous la procurer à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F. D'autre part, pour recevoir le catalogue des Editions Partage Noir, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à : Partage Noir c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• « ITINÉRAIRE ».

La revue « Itinéraire » vous informe que le numéro 5/6 vient de paraître. Ce numéro double est entièrement consacré à Errico Malatesta, militant anarchiste italien né en 1853 et mort en 1932. A travers les articles de H. Becker, P. Finzi, M. Varengo, G. Sacchetti, M. Martini..., nous découvrons son énorme activité qui couvre plus de 50 ans de la vie du mouvement anarchiste italien et international. De la Première Internationale à la montée du fascisme italien, en passant par le congrès anarchiste d'Amsterdam, la Semaine rouge d'Ancone et l'Italie révolutionnaire des années 20. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 80 F.

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

**Points de vue sur l'anarchisme**

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

- 3 octobre : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », ses idées forces, sa spécificité ;
- 10 octobre : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle ;
- 17 octobre : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges ;
- 24 octobre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
- 31 octobre : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste ;
- 7 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe ;
- 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII<sup>e</sup> (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

BUDGET 1990

Le conservatisme à l'eau de rose

ON aurait tort de croire qu'en matière de politique économique les socialistes gouvernent au jour le jour. En fait, depuis 1983, les objectifs fondamentaux des gouvernements successifs n'ont pas varié : priorité aux profits, à l'austérité salariale, à la compression de l'inflation, au maintien de la parité franc-mark, à la diminution des prélèvements obligatoires et à la libération des mouvements de capitaux. Cette gestion orthodoxe du capitalisme n'est nullement remise en cause aujourd'hui par le gouvernement Rocard. Au contraire, le projet de budget 90 confirme, en tous points, que les socialistes persistent dans la voie du conservatisme à l'eau de rose.

Le CNPF est satisfait

Priorité aux profits ! Le nouveau projet de budget multiplie les cadeaux fiscaux aux entreprises. L'an dernier, déjà, Bérégovoy avait réduit l'impôt sur les sociétés de 42% à 39%. Cette année, on envisage de ramener le taux d'imposition sur les bénéfices réinvestis à 37%. A elle seule cette mesure coûtera plus de trois milliards de francs du Trésor public. Si on ajoute les divers crédits d'impôt, la baisse sur le droit de mutation, ainsi que le chapelet d'aides accordées aux entreprises dans le cadre du « plan emploi » (cf. *Monde libertaire* du 28 septembre 1989) le paquet-cadeau concédé au patronat s'élevait à une bonne dizaine de milliards de francs !

Le CNPF a d'ailleurs manifesté discrètement son contentement. « Les patrons presque heureux du budget », commentait *Libération* le 22 septembre 1989. Mais comment pourrait-il en être autrement ? Comment le patronat pourrait ne pas regarder avec les yeux de Chimène ces socialistes qui ont réhabilité la logique de l'entreprise et du marché capitalistes, qui ont comprimé les salaires des travailleurs de la Fonction publique, qui ont sans cesse invité ceux du privé à accepter l'austérité ? Et les socialistes veu-



lent aujourd'hui optimiser des profits qui sont déjà au beau-fixe ! De 1985 à 1988, selon l'INSEE, la rémunération globale des salariés s'est accrue de 1,6% en moyenne par an. Sur la même période les revenus non distribués des sociétés (leur profit) augmentaient de plus de 24% en moyenne, soit à un rythme quinze fois supérieur ! De fait l'austérité — rebaptisée rigueur — a bien porté ses fruits.

En route pour le paradis fiscal européen

Priorité également aux marchés financiers. Dans ce domaine les socialistes ont déjà beaucoup donné. Dès 1983, Bérégovoy accélérât la libéralisation des marchés, ouvrant ainsi de magnifiques opportunités de plus-values spéculatives pour les détenteurs de capitaux. Le patronat ne s'en est pas privé. Pendant cinq ans — de 1983 à 1987 — les entreprises ont fait la grève de l'investissement productif tandis que les profits accumulés irrigaient massivement des places boursières euphoriques.

La recherche de l'équité mais aussi de l'efficacité économique inviteraient aujourd'hui à taxer lourdement ces masses financières détournées de l'effort productif. C'est précisément la voie inverse qu'emprunte le projet de loi de finances 90. Le ministère a en effet concocté un cocktail de mesures visant à alléger de quatre milliards de francs la fiscalité des actions et des obligations ! Le gouvernement espère ainsi doper la place de Paris pour concurrencer la « city » londonienne. Mais cet allègement de la fiscalité du capital est également dicté par l'ouverture prochaine du grand marché financier européen. On sait en effet qu'au 1<sup>er</sup> juillet 1990, les mouvements de capitaux seront totalement déréglementés à l'échelle européenne. La liberté des

mouvements de capitaux expose des pays tels que la France à des délocalisations massives de l'épargne en direction de paradis fiscaux tels que le Luxembourg (1). Pour empêcher une telle hémorragie de capitaux migrateurs, une harmonisation fiscale préalable était nécessaire au plan européen. La « proposition scrivener » visait ainsi à faire adopter par l'ensemble des pays membres une retenue à la source homogène au taux de 15% pour les revenus du capital, chaque pays pouvant pratiquer ensuite une imposition complémentaire. Cette timide proposition constituait d'ailleurs une nette concession accordée aux financiers (le taux proposé était très en-deça, par exemple, des dispositions ayant cours en France). La proposition est déjà enterrée. Thatcher a dit : « non, le marché doit trancher ! » Le ralliement des dirigeants allemands a fait le reste. Chacun s'empresse désormais de démanteler sa fiscalité de l'épargne avant l'échéance fatidique (2). L'Europe avance à grands pas vers l'imposition zéro du capital.

Servir en se servant

Pour mieux faire oublier ces orientations profondément inégalitaires, le gouvernement exhibe un ensemble de mesurées censées contrebalancer les cadeaux massifs concédés aux classes dominantes. Belle escroquerie ! Prenons l'exemple des baisses du taux de TVA appliquées aux médicaments. La mesure n'aura pratiquement aucun effet sur le budget des consommateurs, qui sont le plus souvent remboursés de leurs achats de produits pharmaceutiques. On voit mal par ailleurs en quoi les baisses de TVA sur les voitures ou les fourrures pourraient profiter aux plus démunis ! Quant à l'effet redistributif de la création d'une cinquième tranche de l'ISF (l'impôt sur la fortune), les parle-

alliances scellées chacun rentrera sagement dans le rang.

Côté gouvernemental, ce budget sacrifie de manière évidente aux ambitions présidentielles de Rocard. Le budget de Matignon doit d'ailleurs augmenter de 28% ! En outre, c'est désormais les services du Premier ministre qui gèrent les aides affectées à la presse. Rocard espère ainsi se ménager la sympathie des propriétaires de journaux. Tout ce budget est également conçu pour consolider la bienveillance patronale à l'égard du Premier ministre. Une fois encore, Rocard entend servir les classes dirigeantes tout en se servant.

Ni promesses ni miettes

Mais ce projet de budget pourrait bien s'attirer la réponse qu'il mérite dans les entreprises. On ne peut pas, en effet, contenter aussi ouvertement Neuilly sans s'attirer un jour les foudres de Billancourt.

La question des salaires devient omniprésente. En 1988, le SMIC net a été amputé de 0,6% de son pouvoir d'achat. De 1985 à 1988, chez les fonctionnaires, les taux nets de rémunération ont baissé en moyenne de 0,8% par an. Dans ces conditions, le gouvernement Rocard sait qu'il va au devant de conflits très durs. Les recettes de l'année 1990 ont ainsi été volontairement sous-estimées. But de la manœuvre : constituer un trésor de guerre — grâce au surplus fiscal non affecté — afin de désamorcer la contestation sociale. Mais cette fois-ci, ni les promesses ni les miettes ne devraient suffir à étouffer les revendications des salariés. La magie austéritaire ne fait plus recette (3).

Philippe BOURSIER  
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

(1) Cf. *Monde libertaire* du 1<sup>er</sup> juin 1989.

(2) Ce qui n'empêche pas les grandes banques françaises, y compris les nationalisées, de préparer les fuites de capitaux en créant des SICAV et autres fonds paradisiaques au Luxembourg (cf. *Libération* du 21 septembre 1989).

(3) Sur ce point, voir *Les OEillettes Rouges* n° 4, « Positiver les coordinations ».

Manifestation à Lille : la pêche !

Plus de 600 manifestants et 31 organisations — dont la Fédération anarchiste — ont répondu, le 30 septembre, à l'appel du SCALP de Lille, tant pour protester contre l'agression néo-nazie perpétrée lors de la Braderie de Lille que pour commémorer l'assassinat de Patrick Le Mauff, jeune sans-abri de 27 ans tué à coups de pieds dans un square de la ville, le 30 septembre 1988, par une bande de forcenés fascistes. Manifestation « tonique » où les slogans « Dératisons », « F. comme fasciste, N. comme nazi », « La jeunesse emmerde le Front national », « Skinheads fascistes, assassins » ont marqué un refus de laisser les propos et actes racistes se banaliser.

P. C.

Editorial

MATONNERIE d'un côté, Chancellerie de l'autre... Les deux adversaires étant aussi ignobles l'un que l'autre, compter les points — Chancellerie chancelante, révocations, matons blessés — serait somme toute fort sympathique, si ce conflit ne constituait pas la prise d'otages avec menaces de mort de quelques 47 000 prisonniers.

Les matons vont jusqu'à poser les clés pour revendiquer leur « dignité ». Quelle dignité ? Ils ont choisi ou accepté le plus sale des boulots : gérer au quotidien le terme, le béton, la non-vie. Nous ne pouvons que leur souhaiter des licenciements massifs et la destruction totale de leur lieu de travail.

D'ici là, les prisons sont investies par des flics et des CRS. Et les prisonniers craquent, comme à Draguignan ou à la Roche-sur-Yon. « Il risque d'y avoir des morts », bèle Arpaillange. Phrase en monstres filigranes : si morts il y a, ce seront évidemment des prisonniers.

Les prisonniers craquent, refusent de remonter en cellules, se mutinent... et il est facile au gouvernement d'imputer ces révoltes à l'exaspération, et non aux revendications qui ressurgissent sans cesse : abolition des quartiers d'isolement, du prétoire, du mitard, remises de peines automatiques, parloirs intimes, SMIC pour les travailleurs... Pire, la victoire du syndicat fasciste FO-pénitentiaire rendrait celle des prisonniers encore plus aléatoire : le syndicat de Viallette, dont l'expression favorite est « les détenus nous appartiennent », restant farouchement hostile à toute amélioration du sort des détenus.

A moins que... A moins que le gouvernement, à force de verrouiller, n'en arrive à casser sa machine à réprimer. Depuis des années, le « malaise carcéral » couvait, de toutes parts, ignoré ou réprimé. Aujourd'hui, dans une prison dégingluée, les détenus parviendront peut-être à se faire entendre. Nous les assurons de notre solidarité.

N°763 JEUDI 5 OCTOBRE 1989

## Au pays du bicentenaire et des droits de l'homme, la liberté d'expression n'existe pas !

A partir du 1<sup>er</sup> octobre, il nous sera encore plus difficile de nous exprimer. En effet, le ministère des PTT et les professionnels de la presse (on n'a pas été invité) ont « réajusté » les tarifs postaux par le transport des abonnements des journaux : jusqu'à 70 g, + 17,6% ; de 70 g à 100 g, + 14,7% ; de 100 g à 150 g, + 9,4% ; de 150 g à 200 g, + 8,6% ; de 200 g à 300 g, + 6,9% ; de 300 g à 400 g, + 6,4% ; de 400 g à 500 g, + 6%. Le *Monde libertaire* faisant moins de 100 g, on s'aperçoit quelle type de presse est visé.

De deux choses l'une, ou vous préférez lire la presse libre et indépendante, sans publicité et sans sponsor, et vous payez le prix fort ; ou vous ingurgitez de monstrueux catalogues faisant crouler le préposé des PTT sous le poids des placards publicitaires, entrecoupés de-ci de-là de quelques articles ou de brèves.

Ce nouveau système de pré-qualification, c'est la justice sociale du Parti socialiste (pourtant, la perte du *Matin* et de l'*Unité* aurait dû les faire réfléchir !) : baillonner encore plus les petits et favoriser les gros patrons de la presse. C'est ce qui s'appelle s'adapter au marché !

Nous sommes loin des idéaux de 1946 et des lois sur la presse qui devaient favoriser les publications telles que la nôtre. Nous tenons cependant à encourager cette gauche bien-pensante et bonne gestionnaire, encore quelques efforts dans le même sens et Lagardère et Hersant prennent leur carte au Parti socialiste !

Joël SAINTIER

ECOUTEZ  
RADIO-LIBERTAIRE  
89.4 MHZ  
PARIS

## en bref...en bref...

### • ANTIFASCISME.

Le SCALP Anne-Franck de Grenoble organise un concert « Rock contre Le Pen » le dimanche 15 octobre, à 14 h, au campus universitaire, résidence ouest. Sept groupes se succéderont, dont Die Trottel (Budapest), GI Love (Paris), Parkinson Square (Lyon), ainsi que deux groupes locaux. A cette occasion, un stand de disques polonais et une table de presse antifasciste et anarchiste.

### • VIE ASSOCIATIVE.

L'Agence IM'MEDIA (Immigration cultures urbaines) organise, le samedi 7 octobre, à 17 h, la projection d'un film consacré aux événements d'Algérie récents, intitulé *L'Après Octobre*. Ce film de Merak Allouache, que vous pourrez voir au cinéma l'Entrepot, 7-9, rue Francis de Pressensé, Paris XIV<sup>e</sup> (métro Pernety), n'est en fait que le premier épisode d'une série consacrée à l'Algérie que vous pourrez suivre à Paris.

## GRÈVE

# Les Finances

CONFLIT incontournable, bien que peu traité dans les médias, la grève des Finances s'amplifie de jour en jour et touche tout l'hexagone, excepté la Corse. On peut considérer que, maintenant, la grève des Impôts est devenue une grève des Finances, puisque le Trésor et les Douanes sont en plein dans l'action, ainsi que l'INSEE. Mercredi, les grévistes sont allés à la rencontre des élus. Pour l'Île-de-France, il y a eu un rassemblement devant l'Assemblée nationale, où la flicaille était en nombre. Parmi les groupes parlementaires, seul un député communiste est venu discuter, les socialistes ont argué qu'ils tenaient leurs assises parlementaires à Chartres pour ne pas aller à la rencontre des agents.

A Chartres, d'ailleurs, les ministres Charasse et Bérégovoy ont été fortement pris à parti par les élus socialistes. Ces derniers ont critiqué l'attitude des ministres face à notre conflit, en effet, les adhérents du parti travaillant aux Impôts rendent leur carte en grand nombre. Charasse a répondu que ce conflit était à l'instigation de la CGT, « qui est manipulée par qui on sait », et que malheureusement le SNUI (syndicat autonome) était entré aussi dans la grève, « alors que ses dirigeants

sont des nôtres ». Réponse à la hauteur de la bêtise d'un tel homme.

Les piquets de grève fleurissent sur tout le territoire et de plus en plus d'immeubles sont complètement fermés. Devant l'ampleur du mouvement, il semblerait que Rocard aurait pris le dossier en main. Pour lui, pas de problème, même où la grève est majoritaire, nos revendications ne sont pas forcément justifiées, il ne dément pas de son pacte de croissance : une prime de 1 000 F pour chaque fonctionnaire, et puis c'est tout. Quand on sait que le pouvoir d'achat a baissé de 10% en quelques années, on apprécie beaucoup cette façon de partager la croissance.

La mobilisation et la détermination sont fortes ; et même des cadres supérieurs des Impôts, réunis en assemblée générale, ont déclaré qu'ils ne caseraient pas le mouvement et appelaient tous leurs collègues à la grève. Cette attitude de la haute hiérarchie a donné un tonus supplémentaire au mouvement. Lorsque l'administration des Finances sera complètement paralysée, peut-être pourra-t-on parler de choses sérieuses : nos revendications !

Philippe SPEC  
(Gr. Louise-Michel)



## « RÉSISTANCE »

# Licenciements...

LE tout nouveau maire de Bègles, Noël Mamère, fait le ménage. L'animateur de l'émission télévisée « Résistance » n'aime pas l'ancien. Il a décidé de ne pas réembaucher 24 animateurs de centres de loisirs. La directrice du service de la petite enfance, professionnelle confirmée, a été mutée à l'état civil. Le service d'informations municipales a été sous-traité au privé, son responsable muté au cimetière ! Cinq délégués CGT ont été mis à pied. Le défenseur des droits de l'homme à la télévision donne dans la chasse aux sorcières à Bègles.

Elu en mars dernier sur la liste « majorité présidentielle », contre l'avis de la fédération socialiste de Gironde, qui souhaitait présenter une liste commune socialo-communiste, Noël Mamère veut plaire à son électeur. Le fringant journaliste règle ainsi quelques comptes avec l'ancienne municipalité, à direction communiste, qui en prend pour son grade : « Aucun groupe de pression, aucun clan, ne pourra désormais envisager de profiter à son avantage de cet impressionnant outil qu'est la gestion du budget d'une ville et donc du personnel employé », affirme mon-

sieur le maire dans un courrier adressé au personnel communal. Ben voyons ! Le bienfaiteur de la veuve et des opprimés ne manque pas de culot.

Comme tous ses confrères, il place ses amis, même si ceux-ci ne correspondent pas aux profils des postes. Les 24 animateurs qui assureraient l'encadrement des centres de loisirs depuis plusieurs années pourront aller pointer à l'ANPE, et les syndicats n'auront qu'à bien se tenir. Les copains d'abord, et à lui maintenant les avantages.

C'était sans compter sur la réaction de ses concitoyens oppositionnels, qui n'ont pas du tout apprécié. Monsieur Mamère (!) a donc vu défiler sous ses fenêtres les usagers et les personnels plutôt mécontents de sa nouvelle politique sociale et culturelle. Peut-être faudra-t-il qu'il ajoute une rubrique à son émission : « A Bègles, le maire fête à sa manière le bicentenaire des droits de l'homme : 24 licenciements, 5 mises à pied et 2 mutations. » Pour le journaliste de « Résistance », également maire de cette ville, ça la fiche mal !

Alain TERMINABLE

## MULHOUSE-SOCHAUX

# Peugeot solidarité

LA tension est montée la semaine dernière à Mulhouse et à Sochaux, où, entre les employés, les techniciens, les agents de maîtrise (ETAM) et les ouvriers grévistes, de nombreux incidents ont éclaté. Après la publication par le *Canard enchaîné* des revenus de Jacques Calvet, patron de PSA, durcissement de la grève, mais aussi intransigeance patronale (1). Le gouvernement veut-il (peut-il ?) intervenir directement dans le conflit et astreindre Calvet à négocier « au nom de l'intérêt national » ? Rien n'est sûr ni défini, pour Hercule et les siens, faut-il verrouiller la marmite sociale ou lâcher la pression ? On peut avoir tristement l'impression que l'issue du conflit Peugeot est liée aux luttes d'influences au sein du Parti socialiste. Entre les maires socialistes qui en ont marre de se faire rentrer dans la gueule par leurs électeurs syndiqués et les socialistes qui sont au gouvernement pour gérer la France éternelle, où est le chemin du socialisme à la française ?

Entre Sochaux et Mulhouse se reposent aussi tous les problèmes des derniers conflits sociaux : coordinations ou syndicats, assemblées générales souveraines ou états-majors militants souverains, syndiqués et non-syndiqués... Pour ce qui est des médias, à part la venue d'Henri Krasucki à Mulhouse, le conflit ne semble ni générer de leader charismatique ni de syndicat hégémonique. Il faut aussi avoir en tête que c'est un conflit qui concerne principalement les OS, en décalage sur le terrain par rapport à une classe ouvrière qualifiée (SNECMA, par exemple) rompue à discuter normes de travail et droits syndicaux.

L'intersyndicale existe à Sochaux et Mulhouse, mais les contacts (coordination ?) entre

Mulhouse et Sochaux pourraient être plus efficaces, dit-on. Mais on cause un peu moins de la véritable implantation syndicale ! En fait, on peut dire, avec l'extrême gauche française, « le syndicalisme ne représente qu'une partie des travailleurs », et cela surtout aujourd'hui dans l'est de la France. Mais qu'est-ce qui compte le plus dans les conflits sociaux, les minorités agissantes ou ce que d'aucuns nommaient la « classe ouvrière à son niveau le plus bas » ? Dire qu'à Peugeot une coordination des délégués d'atelier est inutile n'a pas beaucoup plus de portée que de dire que les syndicats sont « bons enfants » et « acceptent tout de la base » (2). Je m'explique : à Sochaux et à Mulhouse, les grévistes font avec ce qu'il y a, les syndicats implantés fortement ou minoritaires, travailleurs combattifs non syndiqués et « conscients de la dernière heure ». Sur le terrain, l'organisation de lutte ponctuelle et l'organisation qui engrange les acquis quand il y a moins ou pas de lutte, doivent s'interférer sans s'opposer, et le reste est littérature !

L'unité FO-CFDT-CGT est certes fragile : sur le montant de la revendication salariale et sur le blocage des chaînes, il y a des divergences. Mais le ras-le-bol général des travailleurs contraint au bloc syndical face à la direction.

Les vieux slogans de 1981, comme « Sans nous, pas de bagnoles » sont réapparus, mais avec la paye amputée du mois de septembre une autre réalité apparaît, alors solidarité active et financière avec Peugeot !

J.-P. G.

(1) « Jusqu'où peut-il demeurer intransigent ? » se demandait la légende accompagnant la photo de Jacques Calvet dans un article du *Canard Enchaîné*.

(2) Comme le disait un OS de la carrosserie dans une interview à Rouge.



## SECTEUR SOCIAL

# En grève, le 5 octobre

DEPUIS plusieurs mois, les salariés des établissements sociaux se regroupent dans le CREM (Collectif de rassemblement et de mobilisation des personnels du secteur social) et agissent pour être entendus et satisfaits sur leurs revendications.

Le ministère, craignant une mobilisation sérieuse, à cet automne, a lâché sur un avenant à la Convention collective de 1966, texte qu'il avait pourtant refusé à plusieurs reprises alors qu'il constituait un accord entre les organisations syndicales et les représentants patronaux du secteur.

Mais si cet avenant, en prévoyant un retour à la parité avec le secteur public, apporte, sur la paye de septembre, quelques centaines de francs pour certaines catégories, il ne règle en rien les problèmes cru-

ciaux du secteur social : salaires des basses catégories et des travailleurs des autres conventions ou statuts (titre III et IV de la Fonction publique), mensualisation des salariés du secteur de voisinage, Convention collective unique, insuffisance des effectifs, formation, plan d'urgence pour tout le secteur social. D'autant que les mesures de cet avenant se feront sans rallonge budgétaire !

Attention, Evén ! Après l'automne chaud de la Santé en 1988, ce peut être celui du Social. Il se prépare. Venez prendre la température le jeudi 5 octobre, place du Châtelet. A l'appel du CREM, soutenus par la CGT et la jeune fédération CRC, les salariés du Social vous y attendrons en manifestation nationale.

L. N.

LILLE

Quand les antifascistes trinquent

PETIT rappel des faits. Braderie de Lille, samedi 3 septembre, à 22 heures, le stand du SCALP subit l'attaque d'un commando fasciste composé essentiellement de militants de Troisième Voie (MNR et Cie) et de skinheads. Plusieurs personnes sont blessés.

Le SCALP de Lille, prévenu de la venue de fascistes à l'occasion de la Braderie, avait au préalable publié un communiqué de presse mettant en garde contre les risques que faisait courir la présence de néo-nazis sur la fête.

De nombreuses agressions, outre celle dont fut victime le SCALP, eurent lieu tout le week-end à l'encontre de journalistes, de marchands ambulants d'origine africaine et d'un pasteur protestant...

Le stand du Choc du mois, qui expliquait la présence musclée des fascistes à la braderie, fut pourtant continuellement sous surveillance policière. Il est donc probable que la police fut au courant de l'attaque contre le SCALP. Ce n'est pourtant qu'après avoir gazé des policiers au cours d'une ratonnade, dans la nuit du dimanche, que six des skinheads seront interpellés, mais relâchés dans la journée du lundi.

L'agression contre le SCALP fut unanimement dénoncée dans la presse régionale, qui ne tomba pas dans le piège simpliste du renvoi dos à dos de « deux groupes extrémistes », stratégie bien connue qui semble être celle de la police lilloise. Car quelle autre raison justifierait sa politique systématique de non intervention ?

Les responsables de l'attaque n'ont à aucun moment été inquiétés, et l'enquête piétine désespérément, bien que de nombreux éléments à charge soient réunis, et que la police refuse d'enregistrer certains témoignages, jugés superflus.

La police s'occupe du SCALP

Par contre, le SCALP, qui prépare actuellement une manifestation en rappel de l'assassinat de Patrick Le Mauff à Lille en septembre 1988, toujours par des skinheads (C. Lhorté, le meurtrier, aidé de S. Plessis, S. Collard, F. Van Lemmens, A. Patin et M. Grubica), n'a pour sa part pas cessé d'être inquiété par les tergiversations policières.

Jeudi 21 septembre, une militante lilloise proche du SCALP est arrêtée à son domicile (fouille, saccage, intimidations) par des inspecteurs de la SAT (Section anti-terroristes), en relation avec la manifestation interdite organisée par les Sans-craute le 14 juillet à la prison de la Santé, et qui s'était terminée par 36 interpellations. Toutes les personnes avaient été relâchées le lendemain, après avoir été photographiées (illégalement), mais sans qu'aucune charge ne soit reconnue contre elles.

Les éléments qui sont présent contre cette militante (gardée à vue 48 heures et déferée devant un juge d'instruction à Paris) se résument à une lettre où elle reconnaît sa participation à la manifestation, lettre qui était entre les mains de la police depuis le 28 juillet.

Le fait que la police mette près de deux mois à intervenir, sur une affaire où elle ressort l'épouvantail du terrorisme, nous laisse à penser qu'il s'agit davantage d'intimidation et de gêne à l'encontre du SCALP de Lille, dans une période de mobilisation, que des nécessités d'une enquête sans fondement. Le même jour, d'autres militants du

SCALP étaient également interrogés en relation avec cette affaire.

Jeudi 28 octobre, un militant du SCALP, se voit assiéger sur son lieu de travail par un dispositif policier important. La police ne possédait vraisemblablement pas de mandat d'amener ni de commission rogatoire pour l'arrêter dans les formes car, dans ce cas, l'arrestation aurait eût lieu. Il s'agit là encore de mesures d'intimidations à l'égard de militants investis dans la préparation de la manifestation lilloise du 30 septembre, pourtant co-organisée par 26 organisations nationales et locales (LDH, MRAP, Fédération anarchiste, etc.).

Nous ne citons là que les faits les plus marquants dans la stratégie de la police lilloise, n'épilogant pas sur les écoutes téléphoniques, les filatures et autres moyens de pression dont sont victimes nos camarades lillois.

En ces temps de consensus, le développement de groupes radicaux comme le SCALP est certes gênant pour le pouvoir, quelle que soit sa nature et coloration politiques. Il ne fait en effet pas bon de rappeler trop fort que le baromètre politique et social n'est pas au beau fixe.

Est-ce une raison pour déroger ainsi à une des libertés fondamentales

qu'est le droit de manifestation ?

Le samedi 30 septembre, des départs de cars organisés par les antifascistes parisiens se sont rendus à Lille. Ont-ils seulement eu la possibilité d'arriver ou ont-ils été retardés par des contrôles techniques ou d'identité des passagers, nous ne le savons pas encore au moment où cet article est écrit.

Si la manifestation connaît les succès que laisse supposer l'écho des préparatifs sur Lille comme sur Paris, se déroulera-t-elle selon les intentions des organisateurs ou dégènera-t-elle en affrontements, déclenchés par des provocateurs infiltrés ou des fascistes manipulés. C'est qu'actuellement, ce genre de scénario tomberait à point pour satisfaire à la logique du pouvoir, qui souhaite renvoyer dos à dos fascistes et antifascistes, réduisant ainsi à un simple affrontement de rue le problème politique et social que constitue depuis plus de cinq ans la montée de l'extrême droite et l'expression violente de fasciste armés dans la société française et, plus largement, occidentale.

REFLEX

NUCLÉAIRE

Non à la mise en route de Golfech !

LES 7 et 8 octobre 1989, le Comité Stop-Golfech organisait une manifestation à Agen pour demander : le non redémarrage de la centrale nucléaire de Golfech et l'abandon de tout chantier et projet de nouveau réacteur ; l'arrêt immédiat du surrégénérateur de Creys-Malville et du centre de retraitement de La Hague, dont l'utilisation à des fins militaires n'est plus à démontrer ; l'abandon progressif et rapide des réacteurs déjà en service, et leur remplacement par des énergies renouvelables et non polluantes.

Les organisateurs de ce rassemblement ont lancé un « Appel européen pour un désengage-

ment nucléaire ». La France, en effet, sera amenée à jouer le rôle de centrale nucléaire européenne, puisqu'elle compte vendre son excédent d'énergie aux pays voisins. Il est donc de la responsabilité de tous les Européens de se mobiliser face au danger nucléaire.

France : championne du monde du nucléaire

S'il y a une discipline dans laquelle la France est sûre d'obtenir la médaille d'or (ou plutôt de plutonium), c'est bien celle du nucléaire. En 1990, il y aura sur notre territoire 60 réacteurs ; nous détenons le record mondial de

densité d'installation par rapport à la superficie et au nombre d'habitants.

Les « décideurs » de ce pays se sont engagés depuis près de 15 ans déjà dans une stratégie de « tout-nucléaire », motivée à l'époque par la crise du pétrole. D'autres pays s'étaient engagés sur la même voie ; ils ont, pour la plupart, sérieusement levé le pied.

Seule la France, malgré une production énergétique excédentaire, malgré les sommes considérables englouties dans des centrales non-rentables, continue comme si de rien n'était à jouer avec le feu atomique.

Aux antinucléaires qui dénonçaient les dangers du nucléaire,

les professionnels répondaient : « Allons ne soyez pas obscurantistes, nous maîtrisons la situation. D'ailleurs, d'après nos calculs, pour mille réacteurs en activité, il ne peut survenir qu'un accident mortel tous les milles ans ! ».

Il y a aujourd'hui plus de 420 centrales en service dans le monde, et on dénombre déjà sept accidents considérés comme majeurs.

Le dernier en date, celui de Tchernobyl, a permis aux responsables de la protection nucléaire en France de faire la preuve de leur cynisme et de leur incurie (sic !). Après nous avoir expliqué qu'il n'y avait pas de danger (nos

valeureux douaniers avaient arrêté le nuage), ils ont fini par nous dire qu'il n'y avait plus de danger. Ouf !

Reconnaitre la toxicité du nuage de Tchernobyl aurait été mettre en cause les intérêts du programme électro-nucléaire du pays, avec les conséquences politiques et économiques que cela impliquerait.

Des déchets qui s'accumulent

Les « spécialistes » de la protection civile ont fixé des doses maximales admissibles de radioactivité, qui sont variables selon les pays (suivant le nombre de décès qu'on accepte de payer pour s'offrir l'énergie atomique).

On considère officiellement que les faibles doses sont sans danger, alors qu'on sait très bien que leurs conséquences à long terme sont catastrophiques.

Aujourd'hui, les résidus radioactifs s'accumulent : restes de combustibles, vêtements, emballages, produits d'entretien, etc. Lorsque l'on sait que 80% des déchets mondiaux sont traités à La Hague, on a de bonnes raisons de s'inquiéter de ces doses inoffensives qui seront notre lot quotidien pour des centaines d'années.

Arrêtons les dégâts

En quelques décennies, les bombes atomiques et les centrales nucléaires ont sérieusement pollué la planète, et ce pour des centaines, voire des milliers, d'années.

C'est l'avenir du genre humain qui se joue actuellement. Si nous voulons que notre planète ait un futur viable, il faut arrêter les programmes nucléaires, il faudra nous rendre maîtres de notre destin et ne pas le laisser entre les mains des technocrates de l'atome qui ont prouvé le peu de cas qu'ils font de la vie de la planète et de ses habitants. Non au nucléaire civil et militaire !

J. VAZQUEZ

PROCÈS DE MOULINS

Procès reporté... faute de matons

Le juge du tribunal de Moulins, Mme Javion, espérait sans doute un procès discret pour une affaire banale : celui d'un prisonnier tabassé par des matons, qui avait vu sa plainte rejetée par son tribunal, et devait fort logiquement être lui-même condamné pour coups et blessures. D'où sa vive contrariété en voyant la salle du tribunal emplie de militants anticarcéraux venus témoigner leur solidarité à « Kyou », un des cinq condamnés de la mutinerie d'Ensisheim, et qui, à l'évidence, avait été victime d'une provocation, le 24 juillet dernier, alors que du mitard, il menait une grève de la faim pour l'abolition des quartiers d'isolement.

Les amis de Kyou s'étaient déplacés. Pas la partie civile, ni les trois plaignants, qui avaient pourtant des droits à faire valoir : Michel Montel, premier surveillant, n'avait-il pas demandé 10 000 francs de dommages et intérêts pour une blessure à la phalange (I) consécutive au tabassage, tandis que Gérard Coste et Jean-Michel Dulac se contentaient modeste-

ment de 6 000 francs pour leurs menus bobos ?

Le procès aurait pu être précisément celui de la petite juge arrogante et crispée redoutait tant : celui de la justice et de la prison. Le seul témoin entendu, Charlie Bauer, ami de Kyou, a dénoncé, dans sa déposition, le non droit, l'anti-vie au quotidien de la prison ; a rappelé les monstrueux tabassages de Clairvaux, où, pour contrer une tentative d'évasion, les matons n'avaient pas hésité à noyer les égouts, puis assommer les fugitifs à coups de barres de fer.

Mais le procès a tourné court : les avocats estimant qu'en l'absence des « plaignants », le tribunal ne pouvait se prononcer, ont obtenu son renvoi. Bilan : un après-midi des plus désagréables pour la juge dépassée, et la concrétisation, tant face à la justice que vis-à-vis de la Chancellerie, d'un soutien fort quand des prisonniers rebelles passent en procès.

Pascal CHOISY



## ÉCOLOGIE

## L'écologie, la nouvelle social-démocratie

LES élections européennes viennent de confirmer la percée de l'écologie politique dans le monde occidental. Personne ne peut plus ignorer ce phénomène que l'establishment et les médias français se sont acharnés à ignorer pendant des années, alors que la dégradation objective de l'environnement et la permanence des mouvements de contestation sociale laissent prévoir son importance, notamment à travers l'exemple précurseur des Grünen allemands.

#### Pour une analyse matérialiste de l'écologie politique

Aura-t-on pour autant des informations sérieuses qui dépassent les anecdotes politiciennes et qui nous donnent les moyens de comprendre la réalité d'un courant que l'on peut juger profond et durable ? Rien n'étant moins sûr, il importe d'ores et déjà de s'atteler à l'analyse qui nous permette de saisir les nouvelles orientations du

de la pensée critique et... socialiste. Proposons ici quelques pistes.

#### La frange du capitalisme progressiste

Les anarchistes ne partagent pas l'analyse marxiste selon laquelle le capitalisme court de lui-même économiquement à sa perte, écroulé par le poids de ses contradictions. Sans parler des dubitatives tendances à la paupérisation absolue et autre baisse tendancielle du taux de profit, l'histoire nous a montré qu'au cours de ses plus noires périodes (les guerres mondiales, la crise de 29, etc.) le système actuel savait s'en sortir. Pour une fois, Marx a raison quand il souligne que la société se pose uniquement les questions qu'elle peut résoudre ! Ce constat reste valable quant à la question écologique.

Depuis l'anéantissement possible de la planète par explosion atomique jusqu'au déchirement de la couche d'ozone, en passant par la destruction des forêts tropi-

de déséconomies externes. Que les dépenses occasionnées pour protéger la force de travail s'alourdissent. Que les catastrophes créent un climat d'agitation malsain pour les affaires. Que l'Etat sollicite pour compenser les pertes ne peut intervenir ailleurs.

Comme toujours dans l'histoire, le chemin du nouveau progrès est défriché par une minorité qui est méprisée, marginalisée, avant d'être reconnue puis intégrée. L'écologie politique incarne aujourd'hui cette frange progressiste du capitalisme. Elle prend la place que la social-démocratie assumait hier quant à la question ouvrière.

Cette passation des pouvoirs n'est d'ailleurs pas fortuite : les deux mouvements ont le même rôle, sinon la même évolution.

#### La nouvelle social-démocratie

L'essence de la social-démocratie est double : remédier étatiquement aux insuffisances

mesures antipollution (ni les entreprises ni les syndicats n'y sont prêts). Elle devrait adopter la philosophie adéquate, alors qu'elle conserve des racines avec le marxisme ou le mouvement ouvrier.

Les écologistes sont donc candidats à la succession.

Ils en ont les moyens. Ils partagent avec la social-démocratie l'idée que l'Etat est capable de régler les contradictions capitalistes. Ils n'ont pas tout à fait tort si l'on comprend régler par étouffer. L'exemple du Japon, où le parti conservateur a imposé des mesures antipollution sous la pression sociale, montre que les moins inconscients des technocrates recrutent partout et qu'ils arrivent temporairement à leurs fins : il n'y a pas de mouvement écologiste réellement organisé dans l'archipel, quant à l'agitation sociale...

Seuls des autoritaires peuvent garder des illusions sur le système étatique. Les anarchistes savent pertinemment qu'une fois arrivés aux commandes les écologistes

Marginaux, avant-gardistes, les écologistes font donc œuvre d'utopie. Partant d'une réaction sociale, ils expriment à leur manière, et parfois sincèrement, les aspirations libertaires inhérentes aux individus et à la société humaine. Ils engrangent les idéaux d'émancipation. Comme les sociaux-démocrates d'autrefois qui se déclaraient d'accord avec les anarchistes sur l'objectif à atteindre (une société sans classes ni Etat) mais en désaccord sur les moyens pour y parvenir, les écologistes agitent les grands principes de démocratie directe, de mandatement impératif, d'autocontrôle, d'organisation transparente, d'organisation même. Ils sont sympathiques ! Eux aussi, ils refusent le compromis avec le reste de la classe politique. Les sociaux-démocrates d'autrefois rejetaient les royalistes, récusaient les légitimistes, écartaient les libéraux, ne se disaient plus républicains : ils se voulaient socialistes. Ni gauche ni droite, le discours ne date pas d'aujourd'hui.

Pour la suite, c'est une autre histoire, bien connue. Les « reniements » progressifs s'effectuent à la fois à l'intérieur du mouvement et vis-à-vis des autres partis politiques. Place aux négociations, aux compromis. Tout s'enchaîne logiquement. Là encore, regardons l'exemple allemand : les premières coalitions Verts/social-démocrates se mettent en place, les parlementaires écologistes refusent la rotation des postes (le leader Petra Kelly en tête), « la notion de mandat impératif ne joue pratiquement plus aucun rôle », la « hiérarchie des salaires est rétablie dans l'organisation », « une catégorie de vedettes et de notables nationaux » fait son apparition (1). A entendre Antoine Waechter, on comprend ce qui le sépare de ses homologues germaniques plus avancés : c'est lui le « fundi » et eux les « realos » !

#### La base sociale des écologistes

La base de classe est pratiquement la même que les sociaux-démocrates actuels, à l'exception d'une minorité d'ouvriers que l'on ne retrouve plus chez les Verts.

Comme leurs prédécesseurs recrutèrent au sein des intellectuels éclairés et des ouvriers politisés qui représentaient la classe numériquement hégémonique et socialement porteuse, les dirigeants écologistes proviennent des couches qui aspirent à prendre leur part de pouvoir dans le système : « nouvelle petite-bourgeoisie urbaine » (qui donna une partie de ses membres au nouveau parti socialiste français dans les années 70, mais aujourd'hui idéologiquement désorientée), technobureaucratie gestionnaire mais non détentrice du capital (le technicien environnementaliste Waechter étant la réplique actualisée de l'énarque inspecteur des Finances Rocard), intellectuels déséquilibrés par la liquéfaction du marxisme (spectaculaires revirements idéologiques en perspective), rejetés de la société, minorité indispensable de révoltés (parmi lesquels se place la sensibilité tiers-mondiste et antimilitariste des Verts).

La ressemblance historique avec la social-démocratie ne s'arrête pas là. En dehors de quelques-uns provenus d'horizons différents (Guy Cambot de l'apollitisme bon teint, Antoine Waechter du naturalisme, Michel Duchène de l'anar-

(Lire la suite page 7.)



mouvement social, sous peine d'être écartés de celui-ci.

En guise de réflexion, il est vain de se contenter d'une paraphrase des discours de l'actuel dirigeant vert ou d'une appréciation critique des retournements de veste de l'avant-dernier. Les responsables politiques affectent la surprise et privilégient des explications purement conjoncturelles ou exclusivement idéologiques, mais à l'époque des sciences sociales il n'est plus possible de s'en tenir à de tels raisonnements métaphysiques. Il faut cerner les fondements matériels qui structurent l'écologie politique, voir quelles sont les origines sociales qui se cachent derrière les idées, distinguer quelles sont les forces économiques et politiques qui les mobilisent. Bref, renouer avec l'approche matérialiste, celle qui permet l'élaboration

cales ou les mille et une pollutions, la situation de l'écosystème terrestre pose problème. Il est évident que parallèlement aux progrès technologiques, qui ont permis ces destructions mais qui, quoi qu'on en dise, donnent aussi les moyens de les éviter, les hommes sont de plus en plus confrontés à cette réalité. Que le terme d'écologie et sa discipline remontent au siècle dernier confirme simplement la permanence de cette relation entre science, conscience et inconscience.

Parmi les hommes avertis figurent les dirigeants politiques et économiques. Pas tous bien sûr. Mais certains d'entre eux ont compris que scier la branche écologiste sur laquelle repose le profit capitaliste n'est pas une bonne opération, y compris à court terme. Que les surcoûts provoqués par les dégradations sont facteurs

gestionnaires du secteur privé et canaliser gouvernementalement ou syndicalement la revendication ouvrière. Sur le second point, l'objectif est pratiquement atteint dans les pays occidentaux où la paix sociale l'emporte. Sur le premier point, les dirigeants socialistes font des efforts méritoires et l'on se demande aujourd'hui ce qui les sépare des hommes de droite, la question néo-libérale n'étant pas « plus ou moins d'Etat », mais « comment utiliser au mieux le pouvoir d'Etat ».

La social-démocratie, comme le secteur libéral classique, est toutefois incapable de répondre aux défis écologiques. Elle n'a pas grandi dans cette perspective. Il lui faudrait casser des clientèles, des féodalités intra-étatiques (le lobby nucléaire par exemple), détenir la force sociale et politique qu'elle n'a pas, pour appliquer des

auront bien de la peine pour appliquer les générosités de leur programme, et qu'ils devront faire, comme leurs prédécesseurs sociaux-démocrates, de la gestion à la petite semaine. Chez les Verts allemands, déjà, la revendication d'une suppression du nucléaire fait place à celle d'un simple moratoire. Et, dans ce cas, il ne s'agit pas seulement d'une manœuvre électorale pour ramasser quelques voix auprès des hésitants, mais d'une prise de conscience des dures réalités gestionnaires, au fur et à mesure que les dirigeants écologistes avancent dans l'appareil d'Etat.

Certes, il y aura des mesures positives, l'équivalent écologique des congés payés ou de la sécurité sociale pour les travailleurs, mais rien de plus, surtout si aucun mouvement de revendication ne pousse à la roue.

## ÉCOLOGIE

## L'écologie, la nouvelle social-démocratie

(Suite de la page 6.)

chisme), la plupart des dirigeants écologistes passés ou présents peuvent être considérés comme des déçus de la social-démocratie, même s'ils s'en défendent farouchement, et, plus précisément, être assimilés à ce qu'on a nommé la « deuxième gauche » (2). D'elle, ils partagent l'anticommunisme, la préférence (ou l'appartenance passée) pour la CFDT et le PSU de la période autogestionnaire (Brice Lalonde, René Dumont, Yves Cochet, Didier Anger), le régionalisme (l'éligibilité récente de l'autonomiste corse Max Simeoni combinant à cet égard opportunité habile et sensibilité commune). D'elle encore, ils retirent une vision christianisante du monde.

## Une philosophie christianisante

Cette vision est bien entendu accommodée à la sauce écologiste : l'homme est mauvais, il n'est qu'une bête à polluer. Ce n'est pas le système qui est nocif

mais les hommes qui sont aux commandes. Il faut donc les remplacer par des gens meilleurs, honnêtes, dévoués. C'est la philosophie du péché et du « lave plus propre » !

Le pessimisme foncier des écologistes joue sur le registre politique du « moindre mal », formulations typiquement chrétiennes. Le refus de croire en tout changement véritable (qui se conjugue avec les désillusions des anciens gauchistes recyclés en écologistes) tient lieu de démonstration pour nier l'hypothèse révolutionnaire. Il sert à justifier l'étape réformiste. L'antimilitarisme passionnel fait l'impasse sur la fonction réelle de l'armée. Il s'accommode religieusement de la non-violence (cette utopie qui vient à nouveau d'être ensanglantée dans les rues de Pékin).

La philosophie antimatérialiste primaire des Verts se rapproche de la vieille métaphysique chrétienne, alors que la deuxième gauche est davantage influencée par la culture laïque des sociaux-démocrates classiques. Les écologistes partagent avec le cléricatisme

une certaine approche réactionnaire de l'histoire, où l'idée même de progrès est bannie d'office. Le retour à la terre se conjugue avec les vieilles revendications régionalistes maurassiennes. On constate d'ailleurs que la carte de l'électorat écologiste recouvre à peu près celle de la démocratie chrétienne traditionnelle, laquelle correspond aux régionalismes les plus puissants (l'est et l'ouest de la France), tandis que ses plus faibles scores se situent dans les régions historiquement laïques et républicaines (le Sud).

L'esprit crypto-chrétien de l'écologie politique (crypto car rarement revendiqué en tant que tel) forme la passerelle idéologique qui soutiendra les futures alliances politiques ou les éventuelles recompositions partisanes. D'un côté, elle transcende comme la religion les clivages gauchistes en recrutant partout. De l'autre, elle intègre les acquis culturels libertaires (contraception, rôle de la femme, conception de l'éducation, etc.) — au demeurant admis par la frange progressiste

des Eglises — pour profiter de la dynamique du changement : autres temps, autres mœurs, pourrait-on dire.

## La tâche des anarchistes

Avec leur rôle actif dans la fondation des mouvements malthusiens, nudistes ou des organisations d'auberge de jeunesse, avec les géographes Kropotkine et Reclus, avec leur théorie et leur pratique émancipatrice, les anarchistes n'ont pas attendu l'écologie politique pour faire la critique des gabegies de l'économie capitaliste, des dangers de la surpopulation et des nécessités d'une harmonie entre la nature et la société. La libération de l'individu, but et moyen de l'anarchie, passe inéluctablement par la question environnementale et, bien entendu, par la question sociale. Il s'agit ni de séparer les deux ni de fétichiser l'homme ou la nature.

L'évolution objective des conditions terrestres impose assurément une réactualisation théorique. Certains anarchistes célèbres (Louise Michel, Kropotkine

dans une certaine mesure) ont trop fait confiance aux capacités intrinsèques de la science à régler certaines questions, mais rappellent aussi que Bakounine avait déjà mis en garde contre « le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, despotique, arrogant et élitaire de tous les régimes » (3).

Nous pouvons trouver séduisants certains aspects du programme des Verts, attractives certaines de leurs personnalités. Mais nous savons aussi que la logique autoritaire qui domine leur mouvement et leur philosophie les conduira décidément dans la même impasse que les sociaux-démocrates. Nul procès d'intention. Les grandes manœuvres politiciennes commencent déjà et la phrase d'Antoine Waechter déclarant que cela ne le gênait pas que le Front national entre de nouveau au Parlement à la faveur d'un rétablissement de la proportionnelle (qui aiderait aussi les Verts) devrait faire réfléchir plus d'un sur les états d'âme et les objectifs étroitement partisanes des leaders écologistes.

À la base, tout reste à faire. Dans le conglomérat écologiste qui rassemble (pour prendre l'exemple de la liste de Saint-Etienne aux dernières municipales) des déçus de la droite bon teint, des rescapés de la gauche, des anciens maos, des féministes reconverties, des affairistes au petit pied, des socio-culturels en manque de notabilité, des environnementalistes honnêtes ou arrivistes (conglomérat qui a fait dire à l'un d'entre eux que le vote écologiste représentait sans conteste le vote le plus réactionnaire du moment : tous contre quelque chose), il y a quelques personnes sincères avec qui il est possible de travailler sur des bases saines.

Prenez les écologistes au mot ! Ils parlent de « contrat de gouvernement » ? Parlons avec eux de « contrat d'action », sur des thèmes précis comme l'antimilitarisme, le nucléaire, le tiers monde, et mettons à l'épreuve sociale leur volonté affichée de démocratie directe. Nul doute que les anarchistes, s'ils en ont le désir, en sortiront gagnants. Et c'est sans illusions sur les possibilités gouvernementales que nous pourrions faire bouger les pouvoirs en place sur les questions écologiques les plus urgentes, qui ne souffrent pas d'attendre le grand soir ou l'élection victorieuse pour être temporairement réglées.

Philippe PELLETIER

## NOTES

(1) Margaret Manale, Les contradictions des « Verts » ouest-allemands, Le Monde diplomatique, décembre 1988, p. 23.

(2) Guillaume Sainteny, Les dirigeants écologistes et le champ politique, Revue française de science politique, 37-1, février 1987, 21-32 ; Eric Dupin, Ce que les Verts ont dans la tête, Libération du 31 mai 1989.

(3) « Nous, révolutionnaires anarchistes, défenseurs de l'instruction générale du peuple, de son émancipation et du développement le plus large à la vie sociale et, par là même, ennemis de l'Etat et de toute gestion étatique, nous prétendons, contrairement aux métaphysiciens, positivistes, savants ou non, prosternés aux pieds de la déesse Science, que la vie naturelle et sociale précède toujours la pensée qui n'est qu'une des fonctions, mais jamais le résultat », Michel Bakounine, in Etatism et anarchie, 1873.

## TÉLÉVISION

## La pollution des coupures publicitaires

L'ÉMISSION « Les damnés de la terre » de Radio-Libertaire a invité, le 24 mai, Yvan Gradis de l'ANADET (Association nationale de défense de la télévision) qui lutte contre les coupures publicitaires à la télévision. Cette association a aussi entamé une réflexion profonde sur la publicité, thème abordé sans complexe sur la plus rebelle des radios sans maître et sans... publicité.

« Les damnés de la terre »

— Radio-Libertaire : Peux-tu nous raconter l'histoire de l'ANADET ?

— ANADET : C'est une belle histoire que je vais vous raconter, l'histoire d'un villageois du centre de la France, Jean-Paul Lerat, qui, un jour de printemps 1987, en a eu assez de voir que la télévision était polluée par les coupures publicitaires, en particulier, et par la publicité en général. Il a fait une pétition, il l'a affichée dans la boutique de son boucher. Et il a eu la surprise de voir qu'en quelques jours, la quasi totalité des 800 habitants de son village avait signé cette pétition intitulée : « non à la pub dans les œuvres à la télévision ». Devant un tel succès, il a eu l'idée d'aller plus loin, et il est entré en contact avec un réalisateur parisien, dont une lettre avait été publiée dans une revue de télévision. Ce réalisateur faisait partie des Etats-général de la Culture, qui venaient de naître quelques mois auparavant. La petite initiative populaire a été ainsi répercutée au niveau national, via Paris, grâce à certains organes de presse.

La pétition, partie des 800 signatures du village de Chantelle, en est arrivée aujourd'hui à presque 300 000 signatures. Comment expliquer un tel succès ? C'est une pétition qui ne se donne pas pour but de refaire le monde, mais simplement de dénoncer les coupures publicitaires. Vous me direz que c'est facile, voire futile. Mais, de toute évidence, les gens sont allergiques à ce procédé des coupures et signent en masse. Nous voudrions atteindre le million de signatures.

— RL : Quelle est la composition de l'ANADET au niveau des sensibi-

lités politiques ? On vous accuse parfois d'être manipulés par certains partis politiques.

— A : Nous ne sommes manipulés, récupérés par personne. Simple- ment, il se trouve que le seul personnage important qui ait répercuté notre lutte s'appelle Jack Ralite. Libre aux gens de penser qu'il y a un lien naturel la sensibilité politique d'un Jack Ralite et celle l'ANADET. Ce n'est pas le problème. C'est un hasard. Si demain, nous nous voyons proposer des aides par d'autres hommes politiques du même niveau et d'autres bords, nous les accepterions sans problème.

— RL : Vous êtes en état de recherche sur le concept de publicité. Vous êtes partis du phénomène des coupures, mais le thème de la publicité est moins évident qu'il n'y paraît...

— A : Notre problème est que nous travaillons sur un sujet sans limites. Où commence et où finit la publicité ? Les coupures sont l'aspect le plus criant et le plus nouveau d'un phénomène d'ensemble qui est celui de la publicité. Il est temps de prononcer le mot de publicité. On pouvait rapidement nous taxer de naïfs. Mais nous avons le souci d'efficacité, nous ne nous alimentons pas de formules creuses et de langue de bois. Dépasser les coupures, c'est mettre le pied dans un marécage sans limites. Cependant, avec angoisse, mais aussi avec humilité, nous avons décidé d'aborder le problème globalement.

— RL : Un film est-il une œuvre d'art ?

— A : C'est un faux débat. Aussi mauvais soit-il, le film est une œuvre d'art. Ce qu'il faut dénoncer, c'est que certaines chaînes de télévision ne considèrent pas le film comme une œuvre d'art. Le tribunal de Paris a rendu aujourd'hui un jugement, le premier dans le genre. Un réalisateur avait intenté un procès à TF1, qui avait coupé son film sans le prévenir ; TF1 a perdu, cela fera jurisprudence. Voici la phrase du jugement : « TF1 a rompu la continuité esthétique et intellectuelle du film, et en a ainsi altéré le rythme et l'harmonie ».

— RL : On invitera les réalisateurs à emprunter le même chemin,

mais n'y a-t-il pas un risque pour ces réalisateurs d'être boycottés par les chaînes ?

— A : C'est un fait : il y a des réalisateurs qui se retrouvent au chômage, parce qu'ils refusent que leurs films soient coupés par la publicité.

— RL : Les réalisateurs doivent-ils maintenant créer des œuvres d'art en les structurant autour des pages publicitaires ?

— A : Tout à fait, comme aux Etats-Unis, le scénario doit prévoir l'emplacement des pages publicitaires.

— RL : Les réalisateurs devraient-ils aussi introduire dans leurs prises de vue des panneaux publicitaires ?

— A : Je fais partie, en tant qu'espion, de réunions de consommateurs. Une des dernières expériences à laquelle je me suis prêtée, consistait à nous montrer des clips. Dans un de ces clips, une affiche publicitaire s'était glissée dans le décor dans lequel évoluait la chanteuse. La publicité se trouve à l'intérieur même de l'œuvre d'art. Nous avons atteint 1984. Il faut savoir qu'il y a des gens qui sont en train de mettre au point des techniques de manipulation et de conditionnement.

Je voudrais citer un colloque qui a eu lieu il y a un peu plus d'un an, organisé par des profs de facs, scientifiques et littéraires, pour le compte des publicitaires. Les actes de ce colloque viennent d'être publiés. Je voudrais en lire un court extrait : « Des rythmes... scandent l'activité humaine. Cycle menstruel chez la femme : variation circannuelle du comportement sexuel chez l'homme, avec un maximum en automne. De fait, le plus grand nombre de rapports sexuels paraît coïncider avec le maximum de la testostérone plasmatique, entre la fin de l'été et le début de l'hiver. C'est par ailleurs à cette période de l'année que s'observent une recrudescence de viols depuis cent ans et de maladies sexuellement transmissibles. L'organisation traditionnelle des arts du spectacle présente également des variations cycliques, sans doute en relation avec celles des corps et des saisons. Alors que l'établissement des programmes télévisés se fait par rapport aux contraintes économiques et sociales, il serait

bon que leurs responsables pensent aussi à tenir compte de la réalité biologique cyclique de leurs spectateurs, souvent malmenés par les premières... »

C'est dire que la télévision de demain s'adresse à la part de liberté qui est en nous ! Il y a à la base même de la technique publicitaire une négation de la liberté. La publicité joue sur nos réflexes. L'ANADET refuse cette manipulation. Nous sommes un organisme d'action et nous voulons donner l'occasion aux gens d'exprimer leur allergie. Nous nous tournons également vers les millions de souris blanches qui n'ont pas encore conscience qu'elles sont des souris blanches.

Autre citation du bouquin : « Ces travaux actuels sur l'influence de certains produits alimentaires sur l'humeur montrent que nous sommes à la veille de découvrir des éléments nouveaux susceptibles d'agir sur le comportement du téléspectateur ». Autrement dit, on s'occupe non seulement de nos testicules, mais aussi de notre estomac.

— RL : Il existe une complicité entre un certain monde politique et les techniciens de la publicité. Un sénateur vous a répliqué : « en tant qu'homme et téléspectateur, je suis d'accord avec vous ; en tant que membre d'un groupe politique, je voterai pour qu'elles continuent ».

— A : Les hommes politiques, même au plus haut niveau de l'Etat, ne sont pas des gens libres. Cela a l'air d'une évidence. Le Premier ministre, dans son discours de politique générale à l'Assemblée, quand il a été nommé, a dénoncé les coupures publicitaires en parlant de « massacre à la tronçonneuse ». Un an plus tard, j'ai eu au téléphone un sénateur qui m'a dit : « J'étais avec le Premier ministre ce matin, je lui ai soumis le problème, il m'a dit à deux reprises qu'il était hésitant. » Les intérêts économiques priment.

C'est pour cela que l'ANADET préconise une action directe de pression économique contre les publicitaires.

Contact : ANADET, place Saint-Nicolas, 03140 Chantelle.

CHINE, LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1949

Le détenteur du nouveau « mandat céleste »

« PÉKIN, 1<sup>er</sup> octobre 1949. Dominant la foule innombrable du haut de la porte vermillon de la majestueuse place de la Paix Céleste, à l'entrée du vieux palais impérial, les dirigeants communistes, Mao en tête, fêtent leur victoire et instaurent un pouvoir "rouge", un nouveau "mandat céleste". Cette victoire met un terme à un quart de siècle environ de guerre civile larvée ou ouverte. » (1)

La victoire militaire

Après la rupture des années 1926-1927 entre le parti nationaliste Guomindang et le parti communiste, ce dernier se retrouve laminé et échappe de peu à l'anéantissement en 1934-1935 : c'est l'épisode fameux de la « Longue Marche ». Le chef nationaliste, Chiang Kai shek règne alors en maître depuis Nankin pendant une décennie jusqu'en 1937, date à laquelle l'impérialisme japonais se lance dans la conquête militaire de la Chine. En combattant cette invasion, le communisme chinois se reconvertit en quelques années d'un petit groupe décharné en une force puissante et le 14 août 1945, jour de la capitulation japonaise, le parti communiste et le Guomindang se retrouvent à nouveau face à face.



A ce moment-là, l'armée nationaliste est trois ou quatre fois plus nombreuse que celle des communistes, et au 1<sup>er</sup> janvier 1947 le rapport est encore de 2 à 1. La majorité des experts résidant alors en Chine demeurait encore convaincue que sans parvenir à éliminer totalement les communistes, Chiang Kai shek réussira à les refouler dans les régions de montagne, rééditant son exploit des années 30. D'ailleurs jusqu'au printemps 1947 l'Armée rouge qui n'a pas reçu de matériel russe — l'URSS a en effet signé avec le gouvernement Guomindang un traité « d'amitié et d'alliance » et l'ambassadeur soviétique, N. V. Roschin, accompagnera le dicta-

teur déchu dans sa fuite de Nankin à Canton en février 1949 —, qui possède peu de canons, pas de blindés et aucun avion, recule. Mais, signe qui ne trompe pas, elle étonne les observateurs par la qualité morale, la discipline de ses troupes et la valeur du commandement, à l'opposé de la déliquescence de l'armée nationaliste gagnée par la corruption et où la faible combativité des soldats le dispute à l'incompétence des officiers. A partir de 1947, c'est la contre-attaque en Mandchourie et en Chine du Nord, l'offensive se développant en 1948 à mesure que le matériel et les hommes pris à l'ennemi permettent de livrer des batailles de plus grande ampleur. Lin Biao s'empare de la Manchourie à l'automne 1948. Liu Bocheng et Chen Yi écrasent les gros des troupes nationalistes entre le Fleuve jaune et le Yangzi : c'est l'extraordinaire bataille de Huaihai qui s'achève le 10 janvier 1949 avec la mise hors de combat de 550 000 soldats nationalistes.

Le 15 janvier 1949, Tientsin tombe ; le 23, Pékin capitule après quarante jours de siège et en moins de six mois le Sud est conquis sans difficulté. « A la fin la poussée communiste n'a qu'un seul rythme et qu'un seul frein : la vitesse de marche des soldats qui doivent conquérir à pied tout un

tion, il s'avère incapable de remettre en marche l'économie et la rareté des produits sur le marché va amorcer un processus inflationniste, véritable gouffre dans lequel il va s'enfoncer. L'inflation ébranle d'autant plus profondément les assises sociales du Guomindang que ce sont les couches moyennes et surtout les fonctionnaires qui sont le plus durement touchés par la folle spirale des prix. En juillet 1947, il faut 36 000 dollars chinois pour obtenir un dollar américain, en novembre de la même année 500 000 sont nécessaires, un million en mars 1948, 10 millions en août. Le 6 novembre à Shanghai les prix sont dix fois plus élevés qu'en août. Cette cavalcade qui ruine ces couches moyennes engloutit les derniers soutiens des nationalistes.

Parallèlement, les étudiants, fer de lance de la révolte sur la scène chinoise depuis le fameux épisode du 4 mai 1919, sont particulièrement choqués par la nouvelle alliance qui se dessine à la faveur de la guerre froide entre Américains, Japonais et gouvernement nationaliste, symbolisée par l'acquiescement au printemps 1949 par un tribunal de Shanghai du général Okamura, chef des troupes japonaises lors de la capitulation et responsable de nombreuses atrocités de guerre. Leurs manifestations contre l'oppression, contre la faim, contre la guerre, mais aussi contre la nouvelle alliance avec le Japon et les Etats-Unis rencontrent un succès croissant et sont de plus en plus durement réprimés, ce qui a pour effet à partir de 1947 et surtout en 1948 de les pousser à rejoindre les zones communistes.

C'est bien ici que réside le paradoxe : face à un Guomindang trop complaisant envers les intérêts impérialistes, le parti communiste, au passé indiscutablement patriotique, apparaît comme le véritable défenseur de la cause nationaliste et, devant la dégradation de la situation, comme l'ultime recours, préférable à l'abîme dans lequel sombre toute la société chinoise.

Mais nouveau paradoxe en contrepoint : le monde ouvrier, la « classe de référence », censée être l'artisan du processus révolutionnaire selon les canons marxistes en vigueur, va peu participer à la victoire finale du parti communiste.

C'est dû certes à sa situation relativement privilégiée, à une redistribution des revenus en sa faveur au détriment des classes moyennes qui en fait un groupe social moins touché que d'autres par les effets de la crise ; partiellement protégé des fluctuations de prix par un index réajusté tous les mois, un ouvrier gagne plus qu'un professeur de collège. Mais s'il n'y aura pas de véritable mobilisation contre le Guomindang, c'est surtout dû au fait que depuis la casure provoquée par la contre-révolution de 1927 et l'échec du gauchisme urbain qui s'en est suivi jusqu'en 1931, le parti communiste a déserté l'action urbaine au profit des campagnes, se rangeant aux thèses de son nouveau chef de file, Mao Zedong — lequel prend la direction en janvier 1935 — qui dans son texte sinon le plus célèbre, du moins le plus étincelant, *Le rapport sur le mouvement paysan Hunan*, publié en mars 1927, a exprimé sa conviction, alors difficilement admise dans le parti, que la révolution chinoise était avant tout *la révolution paysanne*. De toute façon, à ce moment-là, il n'y avait pas d'autre



choix : seule la paysannerie était disponible pour une révolution qui ne pouvait plus se mener en partant des villes.

Yenan, la voie maoïste

« La « voie de Yenan », c'est plus spécifiquement les expériences qui vont être mises en œuvre dans la base du « Shen-Gan-Ning » (Shenxi-Gansu-Ningxia), une région assez désolée du nord-ouest de la Chine, de moins de deux millions d'habitants, occupée par les Japonais, où séjourne l'état-major du Parti communiste chinois (PCC) et où les communistes peuvent expérimenter et mettre en œuvre différents aspects de la ligne de masse : c'est le laboratoire du communisme chinois. » (3). Particularité : à la différence du Sud où domine le fermage, cette région est caractérisée par la présence d'une majorité de petits propriétaires, astreints malgré tout pour la plupart à une vie pénible voire d'extrême misère ; 40% ont moins de 10 mous (2/3 d'hectare), surface insuffisante pour nourrir une famille et situation impliquant la nécessité d'une fermage complémentaire, endettement et tout le cycle des maux de la paysannerie. Le parti communiste, simple noyau au départ d'intellectuels devenus de véritables révolutionnaires professionnels, va prendre appui sur les revendications de ce peuple campagnard et la Directive du 4 mai 1946 annonce la mise en œuvre dans les régions anciennement libérées d'une politique officielle de confiscation des terres publiques et de celles appartenant aux propriétaires fonciers. Mais cela s'avère vite insuffisant. Une loi agraire radicale est adoptée et officiellement promulguée par le comité central le 2 octobre 1947. Son application déclenche une véritable convulsion dans les campagnes. Les exportations touchent le bétail et l'outillage autant que les champs ; le surplus des terres des paysans riches leur est retiré. En une année la distribution des terres concerne cent millions d'agriculteurs. « Une fois l'impulsion donnée par des militants extérieurs au monde villageois, une fois dépassé le stade de la peur et de l'incertitude, les villageois prennent le relais. As-tu fait "fanshen" (le chambardement) ? devient alors la question d'un paysan quand il en rencontre un autre » (4).

La mise en place du nouveau pouvoir

Retour de balancier avec la « Rectification » de 1948 conduite par Liu Shaoqi : la victoire est en

vue, et foin de l'égalitarisme absolu qui finit par menacer les intérêts des paysans moyens — si leurs terres dépassent la moyenne du village — indispensables par leur nombre — entre un tiers et la moitié de la population — et qui forment en fait l'ossature du village : ni exploités ni dépossédés, ils incarnent en somme le « nouvel idéal paysan ».

Cette modération sur le plan agraire va avoir son pendant sur le plan industriel. Les travailleurs doivent être prêts à accepter une certaine exploitation car désormais le parti communiste veut rétablir la situation économique de ce qui est en passe de devenir « son Etat ». Certes dans le cadre de la « construction socialiste » à venir, la place privilégiée du prolétariat est réaffirmée mais il va être encadré, canalisé afin de devenir un simple soutien dans la mise en place du nouveau pouvoir, comme la paysannerie l'avait été dans la destruction de l'ancien régime. En 1949, le parti communiste fait moins la révolution qu'il ne met alors en place les structures de son futur régime.

Il s'agit donc tout simplement d'instaurer un capitalisme d'Etat « aux couleurs de la Chine ». Mais « formés dans les campagnes à des tâches rurales et militaires, d'ailleurs géographiquement fragmentées, les responsables du parti sont peu préparés à une œuvre d'édification économique moderne à l'échelle nationale. Bien que d'origine exclusivement intellectuelle, parmi eux presque pas d'économistes, de scientifiques, de techniciens. Le slogan "la politique prend le pas sur tout le reste" est davantage le résultat de l'ignorance et d'une habitude de penser que d'un choix étudié » (5). Après quelques années d'enthousiasme, c'est l'échec.

Phare pour les pays colonisés en 1949, la « voie chinoise » 40 ans après est dans l'impasse. La Chine rouge n'est plus que rouge du sang de ses martyrs depuis les événements sanglants des 3 et 4 juin 1989 : l'armée du peuple a tiré sur le peuple et le parti y a perdu sa légitimité. Il serait temps que cette fois-ci, ce soit le peuple lui-même qui dispose du nouveau « mandat céleste ».

Jean-Jacques GANDINI

(1) 1949 : Mao prend le pouvoir de Roland Lew, éditions Complexe, 1980, page 5.

(2) Ibid, page 49.

(3) Ibid, page 120.

(4) Ibid, page 41.

(5) Histoire du Parti communiste chinois, T. 2 de Jacques Guillermez, éditions Payot, 1975, page 451.

RÉSISTANCE DES ANARCHO-SYNDICALISTES ALLEMANDS À L'HITLÉRISME

La FAUD clandestine de Rhénanie

C'EST le 5 novembre 1937 que l'ouvrier de l'industrie automobile Julius Nolden de Duisburg était condamné par le « Tribunal du peuple » de Berlin à une peine de dix ans de réclusion pour « préparation d'une entreprise de haute trahison avec circonstances aggravantes ».

La résistance anarcho-syndicaliste dans la Rhénanie

A Duisburg, la FAUD était forte en 1921 d'environ 5 000 membres. Puis le nombre d'adhérents baissa et, au moment où Hitler s'empara du pouvoir (en 1933), il ne restait plus que de petits groupes.

Un demi-siècle après, l'action des antifascistes allemands est toujours méconnue en France. L'article traduit ici retrace la lutte des anarcho-syndicalistes de Rhénanie dans les conditions effroyables de l'Allemagne nazie.

Ajoutons qu'il y a 220 000 Allemands à être condamnés pendant la même période (de 1933 au début de la guerre) à des peines de prison et pour le même motif : « préparation d'actes de haute trahison ». Si l'on compte aussi ceux qui furent assassinés ou enfermés sans jugement dans des camps de concentration pour opposition au régime, cela suffit pour comprendre l'importance de la résistance à l'intérieur du III<sup>e</sup> Reich.

Relations internationales

Par exemple, le nombre de militants actifs sur Duisburg-Sud devait se situer aux environs de 25, et la Bourse du travail régionale pour la Rhénanie comptait 180 à 200 membres à jour de leurs cotisations.

A son dernier congrès national, qui avait eu lieu à Erfurt au mois de mars 1932, la FAUD avait décidé qu'en cas de prise de pouvoir par les nazis son bureau fédéral à Berlin

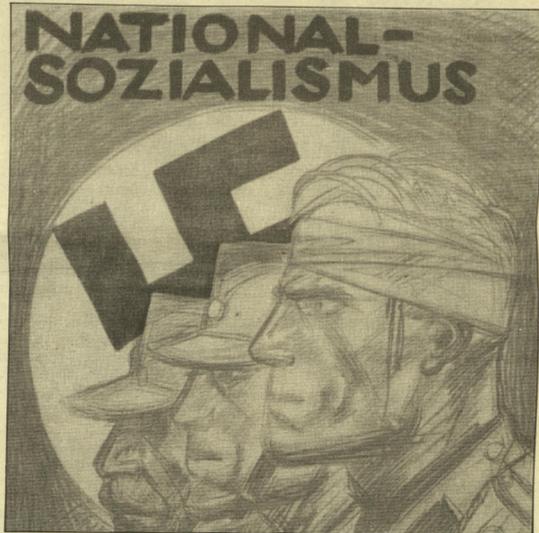
serait dissous, qu'une direction clandestine serait mise en place à Erfurt et qu'on riposterait par une grève générale immédiate. Cette dernière décision ne put être mise en pratique : partout, en Allemagne, la FAUD fut décimée par des vagues d'arrestations.

En avril ou mai 1933, le docteur Gerhard Wartenberg réussit, avant de fuir d'Allemagne, à trouver un remplaçant dans ses fonctions de secrétaire de la FAUD en la personne du serrurier Emil Zehner d'Erfurt. Il se réfugia à Amsterdam où il fut accueilli, avec d'autres émigrés allemands, par l'anarcho-syndicaliste hollandais Albert de Jong. De même, le secrétariat de l'AIT fut transféré aux Pays-Bas en 1933, sans pouvoir empêcher que l'ensemble du courant et des archives ne tombent entre les mains des nazis.

A l'automne 1933, Emil Zehner fut remplacé par Ferdinand Götz de la Bourse du travail de la province de Saxe, puis par Richard Thiede de Leipzig. Dans l'ouest de l'Allemagne, fuyant déjà la Gestapo, réapparut Ferdinand Götz à l'automne 1934. Entre-temps, dans cette région, s'était constitué un groupe clandestin de la FAUD, avec le soutien de la fédération hollandaise de l'AIT : la NSV. De même, en toute hâte, un secrétariat de la FAUD en exil fut mis sur pied à Amsterdam.

Duisburg, centre de liaison et d'agitation pour l'ouest de l'Allemagne

Jusqu'à la prise de pouvoir des nazis, l'ouvrier Franz Bungert était à la tête de la fédération de Duisburg. Sans aucun jugement, il fut interné dès 1933 dans le camp de concentration de Bögermoor. Au bout d'une année, il retrouva sa liberté mais fut dans l'incapacité de mener une quelconque action illégale, à cause de la surveillance permanente dont il était l'objet. Son successeur fut Julius Nolden, métallurgiste alors au chômage et trésorier de la Bourse du travail pour la Rhénanie. Il fut aussi arrêté par la Gestapo, qui soupçonna que sous son activité dans une société d'incinération se cachaient des relations illégales avec d'autres membres de la FAUD.



En juin 1933, peu de temps après sa libération, il rencontra Karolus Heber qui faisait partie de la direction clandestine d'Erfurt, afin d'étudier les possibilités d'organiser la fuite des camarades menacés vers la Hollande, ainsi que la mise sur pied d'une organisation de résistance dans la région du Rhin et de la Ruhr.

Nolden et ses camarades dressèrent un itinéraire d'immigration clandestine vers Amsterdam et diffusèrent de la propagande antifasciste. Il apparaît dans les dossiers judiciaires de l'époque que la brochure antinazi qui avait été camouflée sous le titre « Mangez des fruits allemands et vous serez en bonne santé » était si populaire parmi les mineurs que ces derniers s'apostrophaient mutuellement par des : « As-tu mangé aussi des fruits allemands ? ».

Après 1935, avec l'amélioration de la situation économique de l'Allemagne, il fut de plus en plus difficile de maintenir une organisation anarcho-syndicaliste illégale.

Beaucoup de compagnons retrouvèrent du travail après une longue période de chômage et étaient réticents à s'engager dans la résistance active. La terreur de la Gestapo faisait le reste. De plus, à partir de 1935, il n'arriva plus de propagande en provenance d'Amsterdam.

Le déclenchement de la Révolution espagnole, en 1936, redonna vie au mouvement anarcho-syndicaliste en Allemagne. Nolden multiplia les contacts à Duisburg, Düsseldorf et Cologne, organisa des réunions et lança des collectes pour aider financièrement les camarades espagnols. Dans le même temps, Simon Wehren, d'Aix-la-Chapelle, utilisait le réseau des Bourses du travail de Rhénanie pour essayer de trouver des techniciens volontaires pour aller en Espagne.

En décembre 1936, la Gestapo réussit, grâce à un mouchard infiltré, à découvrir l'existence de groupes dans les villes de Mönchengladbach, Dülken et Viersen. Au début de 1937, elle arrêta en peu de temps 50 anarcho-syndicalistes de Duisburg, de Düsseldorf et de Cologne avec, parmi eux, Julius Nolden. Quelque temps après, d'autres arrestations suivirent, portant à 89 le nombre de membres de la FAUD illégale qui se trouvaient entre les mains de la Gestapo. L'instruction dura une année. Les compagnons et compagnes furent jugés pour « préparation d'actes de haute trahison » en janvier et février 1938.

Il n'y eut que six acquittements pour absence de preuves, les autres furent condamnés à des peines de prison allant de plusieurs mois jusqu'à six ans de réclusion. Julius Nolden fut enfermé dans le pénitencier de Lüttringhausen d'où il fut libéré par les Alliés le 19 avril 1945. A la Pentecôte 1947, il se retrouva à Darmstadt avec d'autres rescapés du groupe de Duisburg pour fonder la Fédération des socialistes libertaires (anarcho-syndicaliste).

Assassinats de militants

En prison, plusieurs compagnons furent assassinés. Le tourneur de Duisburg Emil Mahner qui, d'après le témoignage de quatre codétenus, fut précipité depuis le deuxième étage, par-dessus la main courante intérieure, par un policier tortionnaire. Le maçon Wilhelm Schmitz mourut aussi en prison le 29 janvier 1944 sans que l'on connaisse les circonstances exactes de sa disparition. Ernst Holtznagel fut envoyé dans le bataillon disciplinaire 999, de sinistre réputation, et fut tué. Michael Delissen de Mönchengladbach fut battu à mort par la Gestapo dès décembre 1936. Anton Rosinke de Düsseldorf fut assassiné en février 1937.

L'anarcho-syndicaliste Ernst Binder de Düsseldorf écrit rétrospectivement, en août 1946 : « Une résistance massive n'ayant pas été possible en 1933, les meilleurs au sein du mouvement ouvrier durent disperser leurs forces dans une guérilla sans espoir. Mais si, de cette expérience douloureuse, les travailleurs tirent l'enseignement que seule une défense unie au moment propice est efficace dans la lutte contre le fascisme, alors les sacrifices n'auront pas été inutiles. »

(Traduit de « Direkt Aktion », journal de la FAUD)

CANADA

« Reality now »

REALITY NOW est le nom d'un journal canadien qui existe maintenant depuis environ six ans. Cette publication, éditée à Toronto, est d'une parution irrégulière : elle sort à peu près une fois par an. En fait, elle sort à chaque fois que le collectif rédacteur pense avoir quelque chose de nouveau à dire, et suffisamment d'argent pour payer l'imprimerie.

A l'origine, le collectif était plus important en nombre ; aussi les quelques personnes qui s'y sont maintenues ont fait quelques transformations dans le journal : Reality now était surtout un journal d'information, et il est surtout devenu une revue traitant de la situation actuelle et abordant les questions de stratégie de lutte. A partir de leurs pratiques quotidiennes, ils élaborent une réflexion collective dont ils éditent les principales idées. A côté de cela, le collectif tire une autre publication, Ecomedia, où figurent les brèves, toutes les nouvelles qui ne peuvent pas attendre pour passer dans Reality now. Ecomedia est plus spécialisée dans les questions de solidarité et de soutien aux prisonniers. Ecomedia est un réseau international autonome faisant de la contre-information et faisant état de leurs activités et campagnes. Ecomedia Toronto est publié toutes les deux semaines, et il est gratuit. Les personnes du collectif font également des émissions de radio sur leurs activités. Ils sont aussi en liaison avec « L'Anarchist Black Cross » (« La Croix noire anarchiste »), qui coordonne des actions de solidarité internationale.

Le groupe de Reality now se différencie d'une bonne partie des autres groupes anarchistes anglophones d'Amérique du nord par le fait qu'ils militent dans une perspective anti-industrielle ; contre la technologie, et pas seulement pour des raisons écologiques. Ils veulent combattre tous les aspects néfastes du développement industriel, dans une perspective de lutte de classes. Ce qui est assez inhabituel chez les anarchistes sur le continent nord-américain (le Québec mis à part).

Les principaux axes de militantisme du groupe Reality now concernent l'environnement, la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, la pauvreté, l'emprisonnement.

ment. Ils ont entamé un débat sur la question nationale avec des anarchistes québécois, mais s'intéressent aussi aux autochtones et aux Noirs nationalistes... Pour lutter contre le racisme, ils participent à une coalition (un regroupement de diverses organisations) de soutien actif et à un groupe de réflexion avec d'autres Blancs posant le problème du racisme au quotidien et comment lutter contre dans la rue, mais aussi dans les comportements individuels.

Une autre spécificité du groupe est qu'ils vivent d'une façon communautaire dans un immeuble de Toronto. Ceci afin de renforcer les solidarités entre individus et de développer les décisions prises par les femmes. La question femme est une priorité pour la communauté de Toronto, et c'est un choix important pour eux que cette question passe par des pratiques et des échanges. Ils se veulent être une communauté anti-sexiste. Ainsi, ils ont remarqué beaucoup de changements de comportement de la part des hommes par rapport aux femmes. Parce qu'ils refusent le paternalisme, les hommes de la communauté organisent des réunions toutes les deux semaines ou chaque mois pour parler, par exemple, de leurs actions de solidarité avec les femmes. Les réunions n'ont pas l'air de s'effiloche au fil du temps pour l'instant. Les hommes voient toujours la nécessité de ces réunions. Les femmes, de leur côté, tiennent les leurs. Ils se retrouvent dans les luttes qu'ils mènent dans le quartier ou la ville comme, par exemple, dans la lutte d'un centre anti-violence où des pratiques autoritaires étaient communément admises, malgré quelques problèmes avec des groupes trotskistes.

Ce qui est étonnant, en regardant vivre ce groupe, c'est de constater comment ils ont su lier vie militante à l'extérieur de la communauté et parallèlement à cela renvoyer ces questions dans leurs vies personnelles et avec d'autres. Bien sûr, les problèmes demeurent : le monde reste patriarcal, sexiste, raciste et capitaliste. Ils ne prétendent pas avoir fait la révolution chez eux. Ils veulent juste essayer de mettre en adéquation leurs idées et leurs pratiques.

NIKMO



## CLASSE OUVRIÈRE

## Culture ouvrière et transformation sociale

**S**EBASTIEN BASSON nous invite, dans le numéro 761 du *Monde libertaire*, à nous penser sur le concept de « culture ouvrière ». Comme le souligne notre camarade, les pratiques culturelles de la classe ouvrière (1) offrent en effet un mélange étonnant d'auto-organisation, de solidarité et de valeurs bourgeoises. Ceci dit, si l'alcoolisme, l'attachement à la propriété privée et le repli sur la famille font bel et bien parties de ces pratiques, la culture ouvrière est bien plus riche et bien plus complexe qu'elle n'en a l'air. Elle représente notamment tout un faisceau de relations spécifiques avec le travail : tradition artisanale, bricolage, racines paysannes, sub-cultures syndicales (professionnelles ou militantes), etc.

## Culture et travail

S'il est vrai que la culture ouvrière reposait jadis sur la connaissance globale d'un métier, et que la parcellisation des tâches a déculturisé le travail, une partie du mouvement ouvrier s'oppose néanmoins à cet état de fait. Non seulement ces travailleurs remettent en cause les techniques de production, mais aussi la finalité de cette production (par rapport à l'usage qu'on peut en avoir). Bref, au problème du combien (les salaires) viennent s'ajouter le comment et le pourquoi. Être maître de son travail, c'est bien d'une affirmation culturelle qu'il s'agit !

D'autre part, la vie d'un travailleur est constituée d'un ensemble de relations vécues différemment. Ce qui est décrit comme une « bonne ambiance », c'est le moment où les rapports relationnels (au cours d'une grève par exemple) l'emportent sur les rapports hiérarchiques. Le syndicat, par ailleurs, est souvent perçu comme une organisation ouvrière où les relations seraient anti-hiérarchiques. De là, les relations nouées dans l'entreprise se prolongent fréquemment à l'extérieur. Les travailleurs manuels valorisent leurs pratiques gestuelles. C'est bien leur culture, une culture de classe ! La contradiction entre la valeur qu'ils accordent à cette culture et le peu de valeur que la société lui reconnaît est au cœur de leur vie quotidienne. Elle débouche, en partie, sur un report de cette valeur sur d'autres activités que le

travail salarié, telles que le bricolage. C'est dans ce type de travail libre que leur culture peut s'exprimer. Certains sont spécialisés et préfèrent une tâche à l'autre. Beaucoup ont des capacités diverses. Tandis que le système les spécialise, cette capacité d'apprentissage permet, en dehors de celui-ci, la formation d'hommes capables d'effectuer des travaux multiples et d'assimiler rapidement des techniques nouvelles. Bien sûr, ces pratiques font parfois l'objet d'une récupération par le système. Ceci se traduit par la commercialisation du bricolage, par des campagnes contre le travail au noir, voire par la condamnation de l'auto-fabrication de la part de certains syndicats d'artisans. Enfin, l'idéologie du plein emploi met en contradiction les travailleurs avec eux-mêmes et cherche à dresser les syndicats contre ces pratiques.

## Cultures populaires et luttes urbaines

Si les quartiers ouvriers connaissent jadis une vie sociale très importante (solidarité, causeries populaires, auto-organisation, etc.), les quartiers dits « défavorisés » sont aujourd'hui d'une pauvreté culturelle accablante. La politique d'animation socio-culturelle menée dans les années 70 s'est soldée par un échec. Les habitants attendent toujours avec impatience la fin de la semaine pour s'enfuir du quartier. Les activités culturelles des équipements sont délaissées au profit des services sociaux qu'ils peuvent rendre de temps en temps, quoi de plus logique ? Le soit-disant besoin d'animation exprime en fait la volonté des notables du quartier d'organiser la vie sociale d'une certaine manière, et non les besoins de la population.

Les anarchistes ont dans ce domaine des propositions précises. Il s'agirait en effet, dans une optique libertaire, de développer une animation partant d'en bas, une prise en charge par les intéressés eux-mêmes de chaque problème social concret. Cette vie sociale autogérée pourrait s'organiser à partir de groupes affinitaires de base faisant partie de l'unité de voisinage. L'objectif serait la reconquête de la vie quotidienne, l'organisation de nouveaux rapports socio-économiques. Une animation urbaine de ce type se joindrait aux



mouvements alternatif, coopératif, syndical. Elle permettrait aux travailleurs de retrouver intégralement leur culture de classe. Par la création de réseaux d'équipements, par l'usage collectif et la gestion commune, elle satisferait les besoins de tous et de chacun. Les réseaux, constitués de petites cellules autonomes, pourraient s'articuler les uns par rapport aux autres, s'étendre dans un système fédéraliste au sein du quartier, de la commune, jusqu'à la campagne.

## Démocratie culturelle et/ou expression ouvrière

L'idée de « démocratisation culturelle » sous-entend une culture unique. Il s'agit d'apporter un savoir en dehors de toute vie sociale. Contrairement aux origines du syndicalisme (les Bourses du travail étaient à l'époque de véritables foyers culturels, lieu de construction d'une culture ouvrière), la CGT d'aujourd'hui est hostile à la division entre « culture ouvrière » et « culture bourgeoise ». Si la cul-

ture n'est heureusement pas réduite au seul domaine des « Beaux arts et des lettres », sa définition reste néanmoins tout à fait surprenante. C'est ainsi que, pour le Centre confédéral d'éducation ouvrière (CCEO), la culture « n'est plus l'œuvre de tous telle qu'elle l'aurait été dans la préhistoire et avant la division sociale en classes » (2). Le CCEO va même jusqu'à mettre en garde contre ceux « qui tentent d'introduire l'autogestion dans la culture » ; « Ce serait nier la notion du savoir, car l'art exige le savoir et la connaissance », ajoute-t-il !

Bref, pour la CGT (c'est également valable pour les autres syndicats), les cultures régionales et celles des différents groupes rivaux sont passés sous silence au profit d'un concept idéal : la culture (avec un grand C). Pas un mot de la classe ouvrière, de ses pratiques, de son histoire, de ses représentations culturelles. La culture, pour eux, est un mélange de patrimoine national et de culture de masse.

Bien sûr, démocratiser et diffuser la culture des élites bourgeoises n'est pas inutile ; c'est même indispensable. Ceci dit, le mouvement ouvrier ne saurait s'en contenter !

En fait, tout est question de volonté politique... La littérature prolétarienne (3), si elle était impulsée par le mouvement syndical, rencontrerait par exemple un grand écho, notamment au près des jeunes travailleurs. L'action culturelle, elle-même, sortirait de son ghetto si elle était conçue non comme une fin en soi, mais comme une création vivante, source de plaisir et mêlée étroitement aux loisirs. Dans le même ordre d'idée, le tourisme pourrait ne pas se limiter à la plage et aux beaux monuments. Informer sur les cultures populaires, les révolutions, l'histoire du mouvement ouvrier, établir des relations sociales avec les populations locales... tels pourraient être les objectifs d'un tourisme différent.

## Quelles perspectives ?

Il s'agit aujourd'hui de libérer le temps de sa condition de marchandise, de le libérer de tout ce qui l'aliène, de tout ce qui le parcellise. Plus que jamais, il devient nécessaire de refuser d'isoler les loisirs et de les enfermer dans les limites du temps acheté. Il faut inciter les populations à ne plus être seulement consommatrices de loisirs et de cul-

ture, mais surtout les inciter à vivre leur culture et donc à la construire en favorisant les initiatives, l'expression et la création. Il faut faire prendre conscience de l'unité des différents aspects de la vie sociale, de refuser les coupures formelles et de mettre les activités en rapport concret les unes avec les autres. Ceci afin de reconquérir notre vie quotidienne, d'auto-organiser ses différents aspects, de développer les groupes affinitaires et d'élargir le cadre étroit réduit actuellement à l'individu et à la famille, de développer à travers ces groupes une expression culturelle qui, tout en empruntant les supports techniques les plus modernes, échappe à l'industrie culturelle...



Le mouvement ouvrier peut aujourd'hui reconstruire un réseau d'activités sociales et culturelles où s'exprimeraient et émergeraient pratiques et valeurs spécifiques. L'individualisme, les comportements de masse et la soumission aux élites culturelles ne sont pas une fatalité. Laissons donc le pessimisme pour des temps meilleurs !

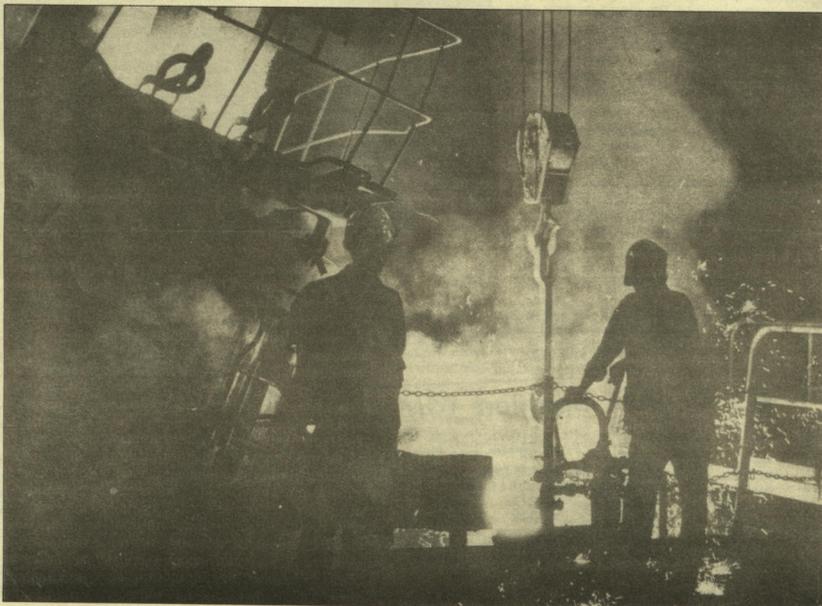
Eric DUSSART

(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) La culture est définie ici comme tout ce qui compose la vie quotidienne.

(2) Extrait d'une brochure du CCEO publiée en 1976.

(3) N'est pas écrivain prolétarien celui qui exalte les luttes populaires, mais le paysan et l'ouvrier authentiques qui écrivent.



N°763 JEUDI 5 OCTOBRE 1989

## NOTE DE LECTURE

## « Contre l'être suprême » de Sade

**D**ONATIEN, Alphonse, Français, ci-devant marquis de Sade doit sûrement avoir la commémoration du bicentenaire amère. Passe encore qu'il ait tâté successivement de la paille humide du cachot royaliste, révolutionnaire et napoléonien (il fut emprisonné en 1763, 1768, 1772, embastillé de 1784 à 1789, entôlé en 1793, enfermé à Sainte-Pélagie en 1801, puis transféré à Charenton, où il mourra en 1814 après avoir fait des pieds de nez au pouvoir en organisant des représentations théâtrales subversives avec ses camarades de détention). Passe encore qu'il se soit fait enrégimenter dans la vulgate d'un Krafft-Ebing puis dans l'inconscient d'un certain Sigmund Freud. Mais que, deux siècles après, ses combats et ses écrits, et malgré une esquisse de réhabilitation via Apollinaire et les surréalistes, on en soit encore à l'ignorer ou pire à le cantonner dans un rôle de lubrique destroy...

c'est vraiment à désespérer du genre humain et à tout le moins de l'histoire.

Sade, en effet, s'il fut plus ou moins (et plutôt moins que plus) ce que l'on croit d'ordinaire qu'il fut, ne se résume nullement — loin s'en faut — à la caricature dont on l'habille. Sous le cul, par au-delà le cul et même cul et chemise avec le cul il fut un philosophe, un politique et même — oui, oui — un révolutionnaire dont il est particulièrement symptomatique qu'on l'écarte encore aujourd'hui de la grande fête triste de la commémoration.

Maurice Heine, pourtant, puis G. Lely et plus récemment Maurice Blanchot (2) avaient entrepris de rendre à César... ; de nous expliquer en quoi son appétit rationaliste de liberté l'avait amené à subir les foudres de la royauté, à se retrouver président de la section des Piques (celle où militait Robespierre), à prendre la Terreur en pleine tronche puis à pourrir

dans les geôles napoléoniennes ; de nous laisser entrevoir la logique et le radicalisme de sa pensée politique au sens le plus large et le plus social du terme...

Mais il faut croire qu'en 1989 Sade dérange encore, car qui aujourd'hui connaît ou cherche à connaître le véritable Sade.

Dans ces conditions, après J.-J. Pauvert (2), il faut saluer le *Quai Voltaire* qui, en simplement publiant ce pauvre petit texte de Sade, apporte une petite pierre à un édifice de démythification-réhabilitation qui reste encore à construire.

Le présent texte, inédit à ce jour, est constitué par une lettre de Sade au cardinal de Bernis. Cette lettre fut écrite le 7 décembre 1793, alors que Sade était en prison aux motifs d'avoir été un partisan des Girondins, et à la veille d'être guillotiné.

D'une certaine manière, on peut considérer qu'il s'agit-là d'un testament. Un testament où son

auteur se permet une critique féroce du culte de l'être suprême que tentait d'imposer Robespierre et où, dégueulant d'un même dégoût la religion catholique et la religion robespierriste, il clame son espoir dans l'au-delà de la liberté pleine et entière d'un individu sans Dieu... ni maître.

Etrange et étonnante prémonition, Sade se paye même le luxe, dans ce texte testamentaire, de nous parler d'un « Viennois de passage prétendant que nous devons nous prosterner devant l'inconscient ».

A croire que le bougre, pionnier des droits de l'homme en toutes circonstances et en tout régime — se prétendit-il révolutionnaire ? — se doutait qu'il lui faudrait attendre le tricentenaire pour pouvoir enfin être, non pas reconnu, mais tout simplement connu pour ce qu'il était : un révolutionnaire.

J.-M. RAYNAUD

## « Les Mères "folles" de la place de Mai »

« **N**OUS vivons dans un monde de plus en plus apocalyptique. Nous y sommes confrontés à des hécatombes quotidiennes dans un cadre de crise généralisée. » Ce sont les premières phrases du livre d'Alfredo Martin, *Les mères "folles" de la place de Mai*. Cette phrase peut s'appliquer à n'importe quelle partie du monde, mais il s'agit ici de l'Argentine où les disparus sont plus de 30 000 et où depuis 1977 des mères se sont mises à leur recherche.

L'auteur a, dans cet ouvrage, fait une analyse complètement originale et foudroyante d'une machine à tuer institutionnelle et de la contre-institution qui en est née : les Mères de la place de Mai. Cette analyse historique, politique, sociologique et psychanalytique met en évidence une forme de lutte unique contre une raison d'Etat qui sacrifie l'arbitraire, qui utilise la disparition systématique des personnes pour renforcer les structures de pouvoir, de profit, de domination sociale, économique et sexuelle.

La maternité, par son refus de l'oubli, de la résignation, peut devenir une nouvelle force sociale qui engendre la possibilité de briser le silence complice, de surmonter la peur et l'angoisse de la mort.

« Chercher les disparus, c'est la seule façon de continuer à être mère ». On assiste à la « transformation d'un lien duel fusionnel en lien social historique » qui défie le « principe sacré de l'institution militaire : l'obéissance et l'exclusion des femmes. »

« La rage peut changer le monde », dit Bébé Bonafini, présidente des MPM ; et c'est cette rage qui a permis que des femmes reléguées dans l'espace clos du foyer investissent l'espace public et fassent savoir au monde entier par les marches du jeudi sur la place de Mai à Buenos Aires, par une gestion collective de la parole et de l'action, autogestion permanente, qu'il est indispensable et vital « de ne pas oublier, de ne pas pardonner ».

Ce livre est d'autant plus important que « la machine à tuer » s'est remise à fonctionner suite aux émeutes de la faim, que l'arrivée de C. Menem et de son équipe et le projet de loi contre le terrorisme laissent présager le pire. Les Mères de la place de Mai ont lancé une campagne de signatures contre ce projet de loi, la pétition est disponible à la librairie du Monde libertaire.

NELLY (Gr. du XI<sup>e</sup>)LÉO FERRÉ, TRISTAN LÉA ET « LA MISTOUFE »  
Copains, tirons les 400 coups !

**C'**ÉTAIT au grand théâtre de Dijon, vendredi 22 septembre dernier. Les spectateurs s'installaient dans leur fauteuil, le numéro trois de *La Mistoufe* en main. Venus nombreux écouter Léo Ferré, pour un gala de soutien à notre groupe, ils eurent l'agréable surprise de découvrir, en première partie, un artiste de talent : Tristan Léa. Pour mieux le situer, voici l'article de présentation publié dans *La Mistoufe* n° 3 :

« Auteur-compositeur, interprète, passionné de Ferré, Tachan et Caussimon, Tristan Léa monte sur les planches du théâtre municipal en première partie de Léo Ferré.

« Chanteur viscéral et instinctif à la voix puissante et chaude, Tristan Léa rencontre son public comme on se jette à l'eau. Accompagné par Philippe Vincent à la guitare et Paul Morris à la basse, sobre dans son costume rouge et

noir, tantôt charmeur les paumes offertes, ou rageur les poings serrés, il chante l'injustice et la révolte avec la sincérité d'un écorché-vif. Autant dire qu'il ne chante pas la révolte, il est révolté. Avec Tristan Léa, le verbe chanter se conjugue sur le mode intransitif. Tristan Léa chante. Et le public écoute... »

« Tristan Léa, qui n'a rien du chanteur boy-scout, ne joue pas les maudits. Pas de perspective de carrière et donc pas de compromission. Mais pas de pleurnicherie non plus ! Tristan a les coudées franches. Il sait que son public l'attend toujours quelque part. Il a raison. »

Difficile de passer avant Ferré, et pourtant, dès les premières chansons, le public fut aussitôt séduit par ses textes originaux. Terminant son récital par un hommage à Jean-Roger Caussimon, avec *Bordei à cul*, Tristan laissait la scène à son grand-frère Léo

malgré les multiples et chaudes demandes de rappel de l'assistance. Mais, dommage, le temps pressait...

Par ses premières chansons ou bien ses plus récentes, Léo Ferré, toujours aussi émouvant, interprétait Rutebeuf ou Verlaine. Toujours la pêche, avec *Jazz Band* ou le *Flamenco de Paris*. Toujours révolté, avec *Franco la muerte* ou *Allende*. Toujours anar, avec *Ni Dieu ni maître* ou *Les Anarchistes*.

Il n'oubliait pas non plus son compagnon disparu, Caussimon, en chantant *Les Spécialistes* et finissait par une chanson un petit peu oubliée de ses tours de chant : *Les 400 coups*. En espérant encore de nombreux coups comme celui-ci, merci Léo Ferré, merci Tristan Léa, merci au public.

Gr. de Dijon

EXPOSITION  
Sous les collages,  
la révolte !

Depuis longtemps déjà, Guy Roman se plaisait à réaliser un travail pictural remarquable d'imagination et de poésie féroce. Collant et recollant des petits bouts de rien, piqués ici et là dans des journaux, des revues ou des prospectus sans âmes auxquels nous ne prêtons même pas attention. Mais lui a su trouver la trame de ses œuvres, réalisant ainsi des fresques comme on ne peut en imaginer.

Ses collages sont, en fait, autant de provocations à la mémoire. Comment ne pas retrouver dans ce grouillement intense de création des vies, des visages, des choses ou des situations oubliées qui remontent à la surface comme autant de bulles éclatant à l'air libre ? Pourquoi se priver d'y retrouver des fragments de notre environnement passé et présent, pendant que révolte et poésie, humour et cynisme s'entrechoquent dans ces tranches de vies collées sur des supports anonymes ? Car on ne peut qu'être envoûtés par tous ces clinis d'œils où réalisme et symbolisme se côtoient dans un désordre savamment orchestré par notre ami. Et puis... et puis zut ! Allez-y voir un peu ! Le vernissage aura lieu le 18 octobre, à 18 h 30, au Tito de Titus. Foi d'anar, vous ne le regretterez pas.

DANIEL (liaison Nîmes)

Guide  
libertaire et  
anti-autoritaire

**C**ETTE quatrième édition du *Guide libertaire et anti-autoritaire* (1) publié en Espagne par l'Association Isaac Puente (2) s'est élargie cette année aux organisations espérantistes et antimilitaristes. Un millier d'adresses sont ainsi réparties dans une trentaine de pays et accompagnées, pour certaines d'entre elles, par les jours et heures de permanence.

La France y figure en bonne place, mais on y retrouve bien entendu l'Espagne (avec à la fois la CNT et la CGT), les Etats-Unis, la Grèce, la Suède (avec toutes les adresses de la SAC, ville par ville), le Brésil, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, etc. Certes, des erreurs et des imprécisions peuvent y être décelées ; c'est ainsi qu'on y rencontre le journal *Alternatives économiques* qui, loin d'être intéressant, n'est pas franchement libertaire (1). Ceci dit, qu'il soit utilisé pour se rendre sur place ou entretenir une correspondance écrite, le travail de nos compagnons de Vitoria — malgré ses quelques petits défauts — s'avère être un outil formidable au service de l'anarchisme international. La prochaine édition verra le jour en 1990. D'ici là, à vos plumes pour toute information complémentaire !

Eric DUSSART  
(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)

(1) Guia libertaria y anti-autoritaria, 38 pages, 500 pesetas en mandat postal international (soit l'équivalent de 27 F, taxe postale non-comprise).  
(2) AIP, Apartado de Correos 1687, 01080 Vitoria, Espagne.

## ELECTIONS SÉNATORIALES

## Voyage au-delà de la démocratie bourgeoise

A l'heure du consensus mou et du règne absolu de la nuance ectoplasmique, les confrontations électorales à fleurets mouchetés se suivent et se ressemblent. Dans ces conditions, il eût été étonnant que les élections sénatoriales enthousiasment les foules.

Un petit bonus d'un siège pour un PCF, à l'affût des divisions socialistes, dans les Bouches-du-Rhône ; un petit surplace pour le PS ; un petit gain de six sièges pour le RPR (simple transfert-razzia en provenance de l'UDF) ; une petite perte de six sièges pour les centristes, qui se font tondre la laine sur le dos par le RPR ; un remake pastel

de la guerre des boutons entre l'UDF et les chiraquiens à propos de la candidature à la présidence du Sénat de l'« éternel » Poger... Dans le genre non-événement, il est difficile de faire mieux !

Sans intérêt, donc, les élections sénatoriales de cette fin septembre 1989 ? Sans intérêt, sans intérêt... voir !

A l'origine, quand il fut créé (par la Constitution de l'An VIII) le Sénat devait remplir une fonction de contre-poids conservateur dans la vie politique française. La bourgeoisie se méfiait en effet des débordements populaires toujours susceptibles de transiter par le suffrage

universel. C'est pourquoi elle avait limité le suffrage universel en l'interdisant aux non-propriétaires, aux femmes et aux « nègres ». Mais il faut croire que ces limitations ne lui inspiraient qu'à moitié confiance, car elle créa de toutes pièces le « garde-fou » sénatorial. Ses membres, nommés à vie et donc non-élus, étaient grassement payés et leur rôle consistait à contrôler la constitutionnalité des lois votées par l'Assemblée législative. Autant dire qu'ils n'étaient là que pour jouer les gendarmes de la vie politique et les chiens de garde du pouvoir bourgeois.

En l'An X, ce fut comme par hasard ce même Sénat qui permit le

passage en douceur institutionnelle au Consulat. En 1804, rebelle avec l'Empire et, en 1852, même scénario avec le Second Empire.

En 1958, quand il fut rétabli par la Constitution gaulliste, le Sénat dut toutefois modifier quelque peu son look. Certes on le dotait de pouvoirs étendus. Le président du Sénat n'était-il pas le deuxième personnage de l'Etat, assurant l'intérim en cas de vacance de la présidence de la république ? Ses pouvoirs n'étaient-ils pas les mêmes que ceux de l'Assemblée nationale ? Aux trois réserves suivantes : les lois de finances sont toujours soumises en premier lieu à l'Assemblée nationale ; en cas de désaccord entre le Sénat et l'Assemblée nationale le gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de se prononcer en dernier ressort ; et la responsabilité du gouvernement ne peut être mise en cause par le Sénat. Mais il lui fallait payer le prix du « modernisme ». Désormais, les sénateurs allaient être élus. Oh, n'exagérons rien, leur élection relevait du suffrage indirect car seuls les députés, les conseillers généraux, les délégués des conseils municipaux et, depuis la loi du 30 juin 1983, certains conseillers régionaux allaient, tous les 9 ans, élire les sénateurs en les parant du cache-sexe de la représentation des collectivités locales. Ben tiens !

A partir de 1981, une fois la gauche installée au pouvoir, le Sénat, fort de ses pouvoirs et d'un art consommé dans les milles et une manière de faire durer les procédures, bloqua largement la vie législative. Pourtant, même si de temps à autre certains (comme récemment Claude Estier) font mine de vouloir, via une modification du mode de scrutin, retoucher les contours de l'édifice sénatorial, personne au sein de la gauche ne cherche ni à réformer en profondeur le Sénat ni, bien sûr, à l'abolir.

A l'évidence, nos braves socialistes se satisfont pleinement du rôle joué par le Sénat dans la vie politique. En cela, ils ne font que poursuivre la tradition et marcher dans les pas de leurs ancêtres de 1789, qui se méfiaient comme de la peste du suffrage universel et de la démocratie directe.

J.-M. RAYNAUD



## SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Politique : Editorial, Communiqué, Budget 1990.
- PAGE 4, Les luttes : Au pays du bicentenaire, Licencements, En bref, Grève, Les Impôts.
- PAGE 5, Société : Manifestation à Lille, Manifestation antinuclear, Procès à Moulins.
- PAGE 6, Société : L'écologie politique.
- PAGE 7, Société : L'écologie politique, La télévision et la publicité.
- PAGE 8, Dans le monde : La Chine.
- PAGE 9, Informations internationales : La FAUD clandestine, « Reality now ».
- PAGE 10, Arguments : Culture ouvrière.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lectures, Exposition, Gala à Dijon.
- PAGE 12, Politique : Elections sénatoriales, Jospin-Rocard et l'éducation.

## JOSPIN-ROCARD

## L'école au service du capital

AUTREFOIS réservée à une élite, l'école accueille depuis une trentaine d'années des enfants qui en étaient naguère refoulés. Toutefois, loin de combattre la reproduction de la hiérarchie sociale, elle continue de faire le tri et d'orienter des milliers de jeunes vers le secteur productif.

## Loi d'orientation ou l'entrée en force du libéralisme dans l'école

Certes, elle ne provoque plus la sortie prématurée du système scolaire mais, par éliminations successives, maintient l'enfant dans de véritables voies de garage jusqu'à l'âge de 16 ans. Ceci dit, si les filières officielles et les réseaux (1) sont bel et bien au service de la bourgeoisie (et cela pour l'ensemble du système), seul l'enseignement professionnel est aujourd'hui directement soumis aux impératifs de l'économie capitaliste et aux pressions du patronat. Les enseignements primaire et secondaire, quant à eux, avaient jusqu'à maintenant

une toute autre vocation : apprentissage de savoir-faire bien entendu, mais aussi d'un savoir-être, d'un savoir-penser, d'une culture générale. Cela ne pouvait pas durer ; la loi d'orientation scolaire, votée le 4 juillet dernier à l'Assemblée nationale (2), sonne le glas d'une école qui, sans être libératrice (3), conservait encore quelques côtés positifs. C'est ainsi qu'on assiste actuellement à une professionnalisation généralisée des études et à l'entrée massive de l'idéologie libérale dans le système éducatif. Ce phénomène, amorcé dès la fin des années 70, avec les premières tentatives de transformation de l'université sur le modèle américain (sponsoring, etc.), puis accentué successivement par Savary, Chevènement et Monory (4), est aujourd'hui en voie de concrétisation grâce à l'action concertée de Lionel Jospin et de Michel Rocard.

## Une école à deux vitesses

Sous couvert de respecter les rythmes individuels d'apprentissage, l'école abandonne l'idée

qu'elle peut conduire le maximum d'élèves au plus haut niveau d'une formation générale commune à tous. Cet abandon s'accompagne d'une réforme du vocabulaire caractéristique de la société consensuelle. Un enfant n'est plus en échec (quelle horreur !), il progresse ; un rythme qui lui est spécifique ; un jeune n'est plus relégué dans une formation dévalorisante, il fait un choix d'insertion professionnelle en fonction de ses aptitudes... Bref, chacun est à sa place et content d'y être ! La façon dont la loi aborde la question du redoublement est tout à fait révélatrice. Il s'agit avant tout de masquer l'échec (toujours lui !) en supprimant les indices de dysfonctionnement trop visibles. Bien sûr, la sanction n'est pas éliminée ; elle est déplacée vers des structures de mise à niveau intégrées dans le cycle d'apprentissage. D'où le danger d'une école à deux vitesses : formations accélérées pour les uns et véritables ghettos pour les autres... avec, à la clef, l'éventualité d'une formation initiale inachevée !

## Des établissements concurrents et ouverts sur le patronat

Depuis la rentrée, la loi oblige chaque établissement à se doter d'un projet prenant en compte les spécificités du quartier dans lequel il est implanté ainsi que son environnement économique. Ces projets ont pour but de mettre les établissements en concurrence les uns par rapport aux autres. L'évaluation de ces projets (prévue par la loi), ainsi que la désectorisation et le clientélisme (5) ne feront que renforcer cette logique concurrentielle.

D'autre part, l'établissement devra s'ouvrir aux entreprises locales à travers son projet pédagogique. Le développement du financement privé et l'acceptation des projets par l'extérieur limiteront la liberté des équipes éducatives et influenceront à terme sur les contenus d'enseignement.

## Contre l'école du capital

Il s'agit maintenant d'élaborer tous ensemble des revendications constructives en rupture avec la loi d'orientation. Aux projets d'établissements fondés sur la concurrence et le clientélisme, nous opposons une école où enseignants et usagers définissent un ensemble de projets dont la résultante ne saurait donner un caractère propre à l'établissement. Au partenariat économique, nous opposons une ouverture sur le tissu associatif et le monde du travail (sections syndicales, comités de lutte, etc.). A l'individualisation des parcours scolaires,

nous opposons la lutte contre l'échec et le travail en équipe. Aux aléas d'une formation professionnelle calquée sur les besoins à court terme du patronat (6), nous opposons une formation suffisamment globale pour assurer une maîtrise durable d'un ensemble de métiers. A la privatisation de l'école, nous opposons un système éducatif indépendant des intérêts capitalistes et disposant de moyens financiers... publics et conséquents. A la professionnalisation des études, nous opposons la construction de savoirs multiples et désintéressés par rapport à leur application immédiate (7).

Afin de s'affirmer, la loi d'orientation scolaire aura besoin de décrets et de circulaires complémentaires. S'y opposer est encore possible !

Eric DUSSART  
(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)

## NOTES

(1) Un réseau est une filière reconstituée de façon détournée (grâce au choix de l'établissement ou de la langue vivante par exemple).

(2) Le texte a été publié intégralement dans le bulletin officiel de l'Education nationale.

(3) L'école libératrice, mythe hérité des hussards noirs de la république et particulièrement vivace dans les milieux de gauche, est le titre du journal publié par le SNI-PECC.

(4) Groupes de niveau, projets d'établissement et développement du secteur privé (Mauroy/Savary) ; jumelage école-entreprise, traditionalisme pédagogique et bacs professionnels (Fabius/Chevènement) ; renforcement de la hiérarchie, remise en cause du bac comme moyen d'accéder à l'université et assouplissement de la notion de « diplôme » (Chirac/Monory).

(5) Le clientélisme consiste pour un établissement à leurs résultats, leur origine sociale. La désectorisation consiste à l'abandon de la carte scolaire (à une zone précise correspond un établissement précis), c'est-à-dire au libre choix (liberté relative) des établissements par les familles.

(6) Signalons à ce sujet que la plupart des CAP passeront prochainement par les CFA (centres de formation dirigés par le patronat). Ces derniers auront par ailleurs la possibilité de délivrer des bacs professionnels. Quant au renforcement des 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, à dominante technologique, elles préparent dès le collège à une voie de dégageant vers les filières les plus courtes de l'enseignement professionnel.

(7) Attention, refuser la professionnalisation des études ne signifie pas rejeter l'usage social du savoir ! Il s'agit pour nous de rejeter l'encyclopédisme et la coupure théorie/pratique tout en veillant à la construction chez l'enfant d'une culture générale.

